

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
	Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

15 mai	— Décret relatif au statut du personnel navigant de l'aéronautique civile. (Arrêté de promulgation n° 409 du 25 juillet 1941) . . . . .	387
17 mai	— Décret déterminant les conditions dans lesquelles l'usage de certains livres pourra être interdit dans les établissements d'enseignement public de tout ordre des territoires relevant de l'autorité du Secrétariat d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 404 du 24 juillet 1941) . . . . .	388
19 mai	— Décret relatif au code d'instruction criminelle applicable en A. O. F. (Arrêté de promulgation n° 404 du 24 juillet 1941) . . . . .	388
1 <sup>er</sup> juin	— Décret relatif à la répression de la hausse illégitime des prix. (Arrêté de promulgation n° 405 du 24 juillet 1941) . . . . .	389
3 juin	— Loi relative à la création de la Légion française des combattants. (Arrêté de promulgation n° 415 bis du 31 juillet 1941) . . . . .	389
Personnel . . . . .		402

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

23 novembre	— N° 483 — Arrêté réglementant à nouveau l'exploitation des forêts au territoire du Togo. . . . .	390
-------------	---	-----

1941

26 avril	— N° 1492 s. j. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et du Togo, pendant l'année 1941. . . . .	396
----------	---	-----

16 juin	— N° 431 c. — Circulaire du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française relative au rôle des chefs de service du Gouvernement général. . . . .	384
4 juillet	— Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française désignant certains membres pour compléter le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1941 . . . . .	396
11 juillet	— N° 517 c. — Circulaire du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française au sujet : Esprit Nouveau . . . . .	385
16 juillet	— N° 365 — Arrêté portant prélèvement sur la caisse de réserve du Territoire . . . . .	396
16 juillet	— N° 366 — Arrêté complétant l'arrêté n° 106 du 1 <sup>er</sup> mars 1941 portant récupération des huiles minérales usées. . . . .	396
16 juillet	— N° 367 — Arrêté interdisant l'exportation par les commerçants de denrées alimentaires sous forme de colis, paquets postaux et envois similaires. . . . .	397
16 juillet	— N° 371 — Arrêté portant approbation du budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1941. . . . .	397
16 juillet	— N° 372 — Arrêté portant règlement du compte administratif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1940 . . . . .	398
16 juillet	— N° 374 — Arrêté portant majoration du taux de remboursement des journées de traitement dans les formations sanitaires. . . . .	398
16 juillet	— N° 376 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 régissant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes. . . . .	398
16 juillet	— N° 379 — Arrêté modifiant les articles 22 et 43 des conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo et portant à 20.000 francs les maxima au-dessous desquels, est autorisée la dispense de marché. . . . .	399

16 juillet	— No 381 — Arrêté autorisant la réalisation de valeurs de la caisse de réserve . . . . .	399
16 juillet	— No 382 — Arrêté interdisant la mise en circulation des véhicules automobiles utilisant l'acétylène comme carburant . . . . .	400
16 juillet	— No 384 — Arrêté autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve. . . . .	400
16 juillet	— No 521 — Décision fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2 <sup>e</sup> semestre 1941. . . . .	400
22 juillet	— No 531 — Décision modifiant la limitation de vente du sucre fixée par l'arrêté no 369 du 5 août 1940 et décisions subséquentes. . . . .	401
25 juillet	— No 406 — Arrêté portant création d'un service de menues dépenses régi par économie. . . . .	401
25 juillet	— No 536 — Décision fixant le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt pour l'année 1941. . . . .	401
31 juillet	— No 414 bis — Arrêté modifiant la composition de la commission d'adjudication pour les marchés de fournitures et de travaux . . . . .	401
Personnel . . . . .		402
Divers . . . . .		415

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

15 mai	— Décret relatif aux servitudes de visibilité en Afrique occidentale française. . . . .	417
--------	---	-----

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

10 juillet	— Note du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, relative à la situation militaire des jeunes gens français nés en 1920. . . . .	418
------------	--	-----

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis et communications :

Avis de concours . . . . .	418
Domaines { Successions et biens vacants . . . . .	419
{ Avis de demande d'immatriculation . . . . .	419
Nécrologie . . . . .	419

### PARTIE OFFICIELLE

#### Circulaire n° 431 G.

##### Le rôle des chefs de service du Gouvernement général

Les circonstances dans lesquelles vit la Fédération sont telles que l'intervention administrative voit chaque jour s'étendre le champ de son activité. Elles sont telles aussi que chaque jour il faut apporter aux problèmes qui se posent des solutions urgentes dégagées de tout formalisme. La rapidité d'exécution s'impose comme aussi l'ingéniosité dans la conception.

Le temps n'est plus à la recherche précautionneuse des précédents, à la marche lente et prudente avec le souci primordial de pouvoir le cas échéant dégager ses responsabilités en s'appuyant sur un dossier bourré d'avis écrits, de notes échangées de service à service. Pour tout dire, le temps n'est plus de se couvrir avant d'agir.

Par ailleurs, vous n'ignorez pas que je n'ai plus le loisir de descendre comme j'ai pu le faire en d'autres temps dans le détail des dossiers qui me sont soumis et que je n'ai plus le loisir de serrer au plus près la vie administrative de la Fédération. L'administration courante ne peut plus être mon fait. Elle vous appartient avec les initiatives qu'elle commande et les responsabilités qu'elle comporte.

Vous n'êtes pas des chefs de bureau étudiant ou faisant étudier les dossiers qui vous parviennent au fil des jours en me laissant à chaque étape le soin de prendre les décisions de détail qui doivent être prises.

Les décisions de principe m'appartiennent; les décisions d'exécution c'est vous qui devez les prendre.

Ce sont les résultats qui comptent; vous serez jugés sur ceux que vous obtiendrez dans les directions que je vous ai indiquées ou que je vous indiquerai. Votre esprit doit être constamment en alerte pour dominer la situation dans le secteur qui vous est imparti, faire face aux difficultés quotidiennes et prévoir pour y parer celles qui sont susceptibles de surgir.

C'est ainsi et ainsi seulement que vous justifierez le choix dont vous avez été l'objet et ce choix n'a pas entendu faire de vous des teneurs de porte-plume se réfugiant dans le détail derrière mon assentiment.

Vous m'avez suffisamment approché, vous êtes suffisamment pénétré de mes conceptions et de mes méthodes pour rester dans mes vues essentielles. Il vous faut alléger ma tâche, me ménager par votre action constructive le temps dont j'ai besoin pour méditer et me déplacer.

Je vous fais confiance et je fais confiance à vos collaborateurs. Faites de vos services un ensemble où prédomine le goût de l'action rapide. Songez toujours qu'entre vous, vous êtes porte à porte et que pour téléphoner il suffit d'un geste. Faites moins de papiers. Une consultation demandée par écrit demande plusieurs jours et souvent c'est l'affaire d'une consultation de cinq minutes.

Entre vous un avis donné de vive-voix vaut une note. Cessez donc de prendre des sûretés qui n'ont que faire dans une équipe comme la nôtre.

N'hésitez pas à engager ma signature ou celle de M. le Secrétaire général par la vôtre. Vous saurez de vous même vous adressant au département ou aux chefs des colonies du groupe, donner à vos correspondances le ton qui convient. Il n'est pas besoin d'y insister. Vous saurez aussi de vous même réserver à ma signature ou à celle de M. le Secrétaire général, celles qui devront être revêtues de notre nom. C'est une question d'intelligence et de tact.

En un mot je vous demande de vous élever à la hauteur de vos fonctions et d'assumer les responsabilités qui sont les vôtres.

Dakar, le 16 juin 1941.

P. BOISSON.

**Circulaire n° 517 C.****L'esprit nouveau**

1<sup>re</sup> — Vous avez reçu ma circulaire n° 431 C. du 16 juin 1941, relative au rôle que je désire voir jouer par les chefs de service du Gouvernement général.

A tous les échelons de commandement on devra s'inspirer de l'esprit dans lequel elle a été conçue. Il convient que tout agent de l'ordre administratif acquière le goût et la pratique d'initiatives à la mesure de ses fonctions.

De proche en proche notre administration s'est enlisée dans un formalisme chaque jour plus complexe en même temps que s'évanouissait peu à peu le sens des responsabilités.

Il est aisé de décrire par quel processus.

Une faute était-elle découverte, aussitôt on se donnait pour tâche d'en rendre la récurrence plus difficile en organisant un contrôle sur pièces plus rigoureux. Un texte nouveau venait alors s'ajouter aux textes en vigueur, une formalité nouvelle aux formalités déjà prescrites. De surcroît, de nouveaux compte-rendus à périodicité plus ou moins rapprochée étaient exigés. On peut dire, sans que le fait puisse être en aucune façon contesté, que tout incident de la vie administrative de la fédération a ainsi laissé derrière lui une séquelle d'états à remplir, de registres à tenir, de compte-rendus à établir.

Quant aux sanctions atteignant les coupables, l'habitude était bien ancrée de s'en tenir à une demande de mutation, l'essentiel pour un chef de colonie ou pour un chef de service étant d'être débarrassé d'un agent médiocre ou mauvais sans qu'on veuille se soucier d'en débarrasser l'administration et prendre la responsabilité de faire des propositions en conséquence.

Et c'est ainsi que des fonctionnaires déplorables ont pu tout au long d'une carrière exercer leurs méfaits dans une impunité quasi totale. Par le jeu des avancements à l'ancienneté et la pratique des interventions parlementaires, certains ont pu dans ces conditions faire même des carrières très honorables alors que leurs services l'étaient si peu.

Il n'est que temps de constater la nocivité de ces errements, il n'est que temps de les abandonner.

Une législation inspirée des circonstances m'a permis de me séparer de bon nombre de fonctionnaires et d'agents européens et indigènes qui ne rendaient pas ou ne rendaient plus à la collectivité les services pour lesquels ils étaient appointés (1).

Nous sommes allégés de poids morts et d'indésirables.

Il faut qu'on sache que je ne nous laisserai plus encombrer.

Il faut qu'on sache que ce n'est plus dans le renforcement du contrôle formaliste que je chercherai le remède à l'incurie.

Ce remède nous le trouverons dans le retour chez tous à une scrupuleuse conscience professionnelle. La nomination d'un agent ou d'un fonctionnaire à un poste déterminé est de la part du chef un acte de confiance.

Si cette confiance vient à être déçue il n'est que juste qu'une sanction soit prise. Le cas échéant, elle le sera à la mesure de la faute commise.

Par ailleurs, on sait je crois à quel point je suis prêt, pour ceux qui s'en montrent dignes par leur

zèle dans l'exercice de leurs fonctions, à tous les gestes susceptibles de venir en aide.

La bonté agissante a toujours été pour moi un devoir quand, par sa manière de servir, on me permet de suivre ses sollicitations.

2<sup>e</sup> — Il m'a été souvent donné de dire publiquement ou dans le privé que pour chacun d'entre nous le devoir était le même qui consistait à être sans défaillance l'ouvrier consciencieux de la tâche quotidienne. C'est une discipline intérieure capable de conduire si les circonstances l'exigent, aux plus hautes cimes du sacrifice.

Aujourd'hui plus que jamais, je crois que c'est le faisceau solidement lié des labeurs obstinés qui refera la France.

Mais pour moi le bon fonctionnaire n'est pas celui qui se borne à exécuter ponctuellement les ordres reçus. C'est déjà beaucoup, mais ce n'est pas assez.

Il faut que chaque fonctionnaire, chaque agent ait toujours l'esprit en alerte pour améliorer la qualité de son travail, le rendement du service auquel il appartient.

Il ne faut pas travailler mou ni machinalement; il faut travailler l'esprit constamment sur le qui vive. Il faut appartenir à son travail corps et âme.

L'amélioration dans le rendement d'un service peut tout aussi efficacement partir d'en bas que d'en haut. L'un n'exclut pas l'autre. L'exécutant n'est pas une machine-outil; c'est un collaborateur. Quand il s'agit de vivifier le service auquel il appartient, il doit apporter élan et initiatives. C'est le rôle du chef de contrôler ces initiatives, non pour les brider, mais pour les encourager, les exploiter et les ajuster s'il y a lieu aux directives d'ensemble.

J'aime mieux qu'on se trompe en agissant que de s'affaisser dans l'inertie.

Ce qui ne veut pas dire qu'on doive confondre action et agitation. L'initiative doit naître de l'observation attentive et méditée des circonstances.

La nonchalance dans le service est génératrice de solutions de paresse qui retentissent gravement sur la marche générale de notre administration. Je pourrais en multiplier les exemples. Je vais en prendre un qui est caractéristique des méthodes que je veux voir abandonner.

Il arrive souvent que le département demande au Gouvernement général un renseignement.

Pour le donner la pratique la plus courante consiste à répercuter cette demande aux colonies du groupe.

Il y suffit d'un télégramme. Dans les colonies et par le même procédé, on consulte les cercles. Or, neuf fois sur dix, nous avons ici dans nos archives les éléments de réponse. Mais on ne connaît pas ses archives, ou elles sont mal classées, ou on n'a pas pris la peine de répertorier les renseignements qu'elles pourraient procurer. Et c'est ainsi qu'on accable la brousse de tous ces télégrammes qui obligent les commandants de cercle et de subdivision à rester au poste ou les rappellent s'ils sont partis en tournée. Et c'est ainsi que le contact se perd avec les populations indigènes avec toutes les conséquences désastreuses que cette perte de contact implique.

En sens contraire trop de renseignements sont donnés sans contrôle ni recoupements.

Les invraisemblances les plus criantes s'évalent sans choquer personne d'où des correspondances nouvelles et de nouveaux dossiers qui s'ouvrent.

Il n'en sera plus ainsi si, comme je l'exige, chacun fait scrupuleusement son métier.

(1) au 1<sup>er</sup> juillet 1941 160 fonctionnaires et agents dont 140 européens et 20 indigènes.

3<sup>o</sup> — Je viens d'écrire que j'exigerai que chacun fasse scrupuleusement son métier. Il ne m'appartient pas de le vérifier, mais je veux le savoir. Chaque semestre ou chaque année, à tous les échelons de commandement, les fonctionnaires et agents sont notés. La vérité m'oblige à dire qu'ils le sont dans des conditions telles que trop généralement il m'est impossible à travers les notes données de discerner, comme il conviendrait, les mérites et les insuffisances.

S'il s'agit des mérites — et ce sont les mérites qui sont presque exclusivement évoqués — on use de formules élogieuses dont l'exagération ne masque pas l'inconsistance.

Le nombre de « fonctionnaires d'élite » de « fonctionnaires de tout premier plan » de fonctionnaires qui « honorent le corps auquel ils appartiennent » est, à m'en tenir aux dossiers de la direction du personnel, considérable.

Je souhaite que cela soit en réalité exact; mais je veux qu'on me dise comment les fonctionnaires en cause atteignent à ces sommets.

Est-ce par leur activité, par leur esprit d'initiative, par l'étendue de leur culture, par leur connaissance du milieu indigène? Sont-ils des hommes de bureau ou des hommes de brousse? Quels résultats ont-ils obtenus? Quelle est leur aptitude au commandement? Quels sont les traits essentiels de leur tempérament? En d'autres termes je veux des notations précises tant sur la manière de servir et sur son efficacité que sur le caractère des fonctionnaires et agents notés.

Les meilleures des personnalités ont leurs ombres et leurs éclats.

Les insuffisances doivent être signalées tout comme les mérites.

Il s'agit quand on note, non seulement de permettre une exacte et équitable distribution de l'avancement, mais aussi de permettre au commandement de prononcer les affectations les plus conformes à l'intérêt du service.

Je considère que l'établissement des bulletins de note est, pour celui qui formule son jugement, un acte qui requiert le soin le plus attentif, la conscience la plus haute.

Tout fonctionnaire, tout agent, doit avoir cette sécurité, d'être noté en toute objectivité.

Je n'ignore pas que les manœuvres d'arrivisme à base de recommandations et de relations personnelles avaient ces dernières années pris le pas sur la saine appréciation des titres.

Ce temps n'est plus.

Comme je l'ai toujours fait, malgré ce que la pratique des interventions avait de généralisé, mais avec plus de rigueur encore, justifiée par le changement de régime et d'ambiance, je retiendrai, comme trait de caractère nettement péjoratif toute tentative dont j'aurai connaissance, de se faire recommander. J'en tirerai de sévères conséquences allant jusqu'à l'exclusion de mes propositions.

Par contre si un fonctionnaire s'estime lésé il aura toujours le droit d'attirer sur son cas l'attention de l'autorité supérieure en usant, cela va sans dire, de la voie hiérarchique.

Des réclamations de cet ordre ne seront à aucun titre considérées comme un acte d'indiscipline et seront toujours examinées de très près.

4<sup>o</sup> — L'administration est au service de l'intérêt général. Elle ne travaille pas en vase clos. Elle doit au contraire être largement ouverte à la vie de la fédération sous tous ses aspects, rechercher et prendre

tous les contacts susceptibles de l'éclairer. Avant de réglementer et de décider on a toujours avantage à consulter les intéressés.

Certains services mêmes sont par leur nature à la disposition du public pour lui fournir les prestations qu'il est de l'essence même de ces services de lui fournir (P. T. T. transports, assistance sociale...).

Dans un cas comme dans l'autre la règle qui s'impose à tous, aux fonctionnaires et agents de l'administration comme au public lui-même, est celle d'une constante courtoisie.

Je sais très bien ce que la méconnaissance des règlements, le souci trop aigu d'intérêts privés et l'énervement du climat peuvent mettre d'injustice dans les réclamations, les récriminations, voire les attitudes du public. Mais je rappelle aux fonctionnaires et agents qu'un tort n'en appelle pas nécessairement un autre et qu'ils seront d'autant plus respectés qu'ils resteront eux-mêmes de meilleur ton.

La courtoisie n'empêche pas la fermeté. Au contraire elle y ajoute. Un mot d'explication donné à bon escient apaise bien des irritations et l'égalité d'humeur bien des excitations.

Mais surtout il convient que les services ouverts au public lui donnent l'impression et que cette impression corresponde à la réalité, d'un travail ordonné, méthodique et soutenu.

Il est par exemple intolérable pour le public d'attendre à un guichet pendant que les agents du service échangent leurs impressions sur les faits du jour ou badinent agréablement entre eux. Les chefs de service seront tenus pour responsables de tous les faits de cet ordre.

En contre partie, le public doit prendre l'habitude des disciplines nécessaires. Il est très loin de s'y plier comme il conviendrait. J'ai pu remarquer et la constatation est grave, que devant une réglementation imposée par des circonstances d'intérêt général la réaction la plus habituelle du public était non de s'y soumettre avec bonne volonté et conscience, mais de tenter de la tourner en en découvrant les fissures, d'où la nécessité de compliquer les textes et d'ajouter de nouvelles barrières aux barrières dressées. L'administration s'y épuise et tous en pâtissent, sauf à dire ensuite que « rien n'est changé » sans se rendre compte qu'en fait de changement le plus urgent est celui que chaque Français devra opérer en lui-même.

Il appartient aux autorités responsables d'imposer avec toute la rigueur voulue et par les sanctions dont elles disposent, les disciplines qui ne seraient pas spontanément et de bon gré acceptées.

Dans le même souci de tenue pour notre administration qui me dicte les instructions qui précèdent, j'attire l'attention des chefs de colonie et chefs de service sur la nécessité de veiller de très près à l'entretien des bâtiments des services publics, à leur propreté intérieure et extérieure, au cachet de netteté et même d'élégance qu'il convient de leur donner.

Les salles d'attente aux meubles boiteux, aux tapis déchirés, aux affiches plus ou moins maculées, les bureaux aux tables croulantes de papiers, aux dossiers qui encombrant les sièges, créent un climat de déconsidération et un climat de laisser aller grandement préjudiciable au prestige et à l'autorité de l'administration.

Le laisser aller du cadre retentit fâcheusement sur l'état d'esprit de qui y vit et y travaille.

Pour la vie intérieure, le cadre est une armature qui n'est pas négligeable.

5<sup>o</sup> — Il fut un temps où l'Europe enviait à la France son administration et c'était à juste titre. On a dépensé beaucoup d'esprit facile à le rappeler. La France a cependant besoin de retrouver bien des supériorités qu'elle a perdues.

Au poste qui m'a été confié il m'appartient d'engager l'administration de la fédération dans les voies de son renouveau d'élan et d'efficacité. On peut tenir pour assuré que je ne faillirai pas à ce devoir.

J'ai dit les sanctions prises et celles qui le seront encore s'il est nécessaire. Mais je compte surtout et je sais que c'est là mon meilleur gage de succès, sur le dévouement de tous mes collaborateurs à leurs fonctions.

6<sup>o</sup> — La présente circulaire sera communiquée à tous les fonctionnaires et agents.

Dakar, le 11 juillet 1941.

P. BOISSON.

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### Aéronautique civile

*ARRETE No 409 promulguant au Togo le décret du 15 mai 1941 relatif au statut du personnel navigant de l'aéronautique civile.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 avril 1939 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, promulgué au Togo le 25 mai 1939;

Vu le décret du 9 mai 1940 modifiant le décret du 13 avril 1939 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile aux colonies, promulgué au Togo le 29 mai 1940;

Vu le décret du 15 mai 1941;

Vu les instructions en date du 5 juillet 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 mai 1941 sur l'adaptation aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies de la loi du 22 février 1941 modifiant la loi du 25 mars 1936 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique civile.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juillet 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile;

Vu le décret du 13 avril 1939 adaptant les dispositions de cette loi aux colonies;

Vu la loi du 22 février 1941 modifiant la loi du 25 mars 1936;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat à l'aviation;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret du 13 avril 1939 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Art. 3. — Pour être inscrit sur ces registres, il devra être satisfait aux conditions suivantes :

« 1<sup>o</sup> — Etre de nationalité française;

« 2<sup>o</sup> — Etre titulaire des brevets et licences correspondant aux aptitudes des candidats.

« Les membres du personnel navigant désirant être inscrits devront adresser au chef de la colonie (service de l'aéronautique civile) un dossier constitué par les pièces suivantes :

« 1<sup>o</sup> — Un extrait de leur acte de naissance;

« 2<sup>o</sup> — L'indication du numéro, de la date et de la nature de leurs brevets et licences;

« 3<sup>o</sup> — Le bulletin n<sup>o</sup> 3 de leur casier judiciaire;

« 4<sup>o</sup> — Deux photographies d'identité.

« Il sera délivré à toute personne inscrite un livret individuel attestant son inscription au registre et énumérant les brevets dont elle est titulaire ».

ART. 2. — Les secrétaires d'Etat à l'aviation et aux colonies sont chargés de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 15 mai 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,*

Général BERGERET.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

### Enseignement — Code d'instruction criminelle

*ARRETE No 404 promulguant au Togo les décrets des 17 et 19 mai 1941 relatifs 1<sup>o</sup> — aux livres scolaires en usage dans l'enseignement aux colonies, 2<sup>o</sup> — au code d'instruction criminelle applicable en A. O. F.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets des 17 et 19 mai 1941;

Vu les instructions en date du 5 juillet 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — Le décret du 17 mai 1941 qui détermine les conditions dans lesquelles l'usage de certains livres pourra être interdit dans les établissements d'enseignement public de tout ordre des territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies;

2<sup>o</sup> — Le décret du 19 mai 1941 qui complète l'article 172 et modifie l'article 192 du code d'instruction criminelle applicable dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 juillet 1941.

J. DELPECH.

*DECRET du 17 mai 1941 sur les livres scolaires en usage dans l'enseignement aux colonies.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les ordonnances organiques des 9 février 1827 et 22 août 1833 sur les gouvernements de la Martinique et de la Guadeloupe;

Vu les ordonnances organiques des 21 août 1825 et 22 août 1833 sur le gouvernement de la Réunion;

Vu les ordonnances organiques des 27 août 1828 et 22 août 1833 sur le gouvernement de la Guyane française;

Vu le décret du 20 octobre 1911 fixant les pouvoirs du gouverneur général de l'Indochine;

Vu les décrets des 18 octobre 1904 et 4 décembre 1920 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897 fixant les pouvoirs du gouverneur général de Madagascar;

Vu les décrets des 13 décembre 1940, 13 mars 1941 et 22 avril 1941 sur les livres scolaires dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire et technique métropolitains;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'usage de certains livres scolaires peut être interdit dans les établissements d'enseignement public de tout ordre des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies après consultation d'une commission instituée à cet effet.

ART. 2. — La commission prévue à l'article précédent est ainsi composée :

Le directeur des affaires politiques ou son représentant.

Le directeur du contrôle ou son représentant.

L'inspecteur conseil de l'instruction publique.

ART. 3. — La commission est présidée par le directeur des affaires politiques; en cas d'absence du directeur des affaires politiques, par l'inspecteur conseil de l'instruction publique.

ART. 4. — Les éditeurs de livres scolaires sont tenus d'adresser au secrétariat d'Etat aux colonies (inspection conseil de l'instruction publique) un exemplaire de chaque ouvrage nouvellement paru et susceptible d'être utilisé dans les établissements visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret. Ces ouvrages seront soumis pour examen à la commission prévue au même article. Lorsque l'éditeur est à la colonie, les ouvrages doivent être adressés au gouverneur général, ou au gouverneur, qui en assurera la transmission avec son avis, au secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 5. — Dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, le gouverneur général, le gouverneur ou le chef de la colonie peut interdire à titre provisoire l'usage de certains livres dans les établissements d'enseignement public de tout ordre. Il doit rendre compte de sa décision au secrétaire d'Etat aux colonies par un rapport motivé auquel sera joint un exemplaire de chaque ouvrage interdit.

ART. 6. — A titre transitoire et jusqu'à la fin de l'année scolaire 1941-1942 pourront encore être utilisés

— sur proposition des gouverneurs généraux et gouverneurs et après avis de la commission visée à l'article 1<sup>er</sup> — les ouvrages actuellement en service faisant l'objet de l'interdiction prévue au même article.

ART. 7. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 8. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 17 mai 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*DECRET du 19 mai 1941 complétant l'article 172 et modifiant l'article 192 du code d'instruction criminelle applicable dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 14 février 1838, portant application au Sénégal du code d'instruction criminelle et les lois et décrets qui l'ont modifiée;

Vu le décret du 22 mai 1924 sur la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 2 septembre 1933 portant modification du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 susvisé;

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 172 du code d'instruction criminelle, tel qu'il est actuellement applicable en Afrique occidentale française et au Togo, est complété ainsi qu'il suit :

« Dans les affaires forestières poursuivies à la requête des agents de l'administration, l'appel sera toujours possible de la part de toutes les parties, quelles que soient la nature et l'importance des condamnations ».

ART. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 192 du code d'instruction criminelle, tel qu'il est actuellement applicable en Afrique occidentale française et au Togo, est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans ce cas son jugement sera en premier ou dernier ressort suivant la distinction établie à l'article 172, excepté dans les affaires forestières ».

ART. 3. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux journaux officiels de l'Afrique occidentale française et du territoire du Togo.

Fait à Vichy, le 19 mai 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,*

*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHELEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

**Hausse illégitime des prix**

**ARRETE N° 405 promulguant au Togo le décret du 1<sup>er</sup> juin 1941 relatif à la répression de la hausse illégitime des prix (sanctions administratives).**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, promulgué au Togo le 11 septembre 1937, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1<sup>er</sup> juin 1941 relatif à la répression de la hausse illégitime des prix (sanctions administratives).

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 juillet 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 21 octobre 1940 modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix, et notamment les articles 53, 56 et 57;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Dans les territoires relevant de l'autorité du secrétariat d'Etat aux colonies, lorsque, à l'occasion de répression de la hausse illicite des prix, il y a matière à poursuites, le chef de la colonie peut, en même temps qu'il transmet le dossier au parquet compétent, prononcer administrativement la fermeture du fonds de commerce pendant un délai déterminé ou au plus jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur la poursuite.

Pendant la fermeture, le délinquant doit continuer de payer à son personnel les salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

**ART. 2.** — Le chef de la colonie peut prononcer administrativement l'interdiction pour le délinquant d'exercer sa profession pendant un délai déterminé ou au plus jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur la poursuite. Il peut être fait application des dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>.

**ART. 3.** — Le chef de la colonie peut décider l'affichage et l'insertion dans les journaux qu'il désigne des arrêtés portant interdiction d'exercer la profession, ou fermeture des magasins, ateliers ou usines du délinquant.

Les arrêtés sont affichés en caractères très apparents aux portes principales des usines ou ateliers du délin-

quant, à la devanture de ses magasins ainsi qu'à la porte de son domicile.

Les frais d'affichage et d'insertion sont à la charge de la colonie, mais l'autorité qui décide l'affichage et l'insertion peut les mettre à la charge du délinquant.

Au cas de suppression, de dissimulation, de lacération totale ou partielle des affiches apposées en exécution du présent article, le chef de la colonie peut décider la prolongation de l'interdiction d'exercer la profession ou de la fermeture.

**ART. 4.** — Le présent décret sera inséré au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* des territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 1<sup>er</sup> juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

**Légion française des combattants**

**ARRETE N° 415 bis promulguant au Togo la loi du 3 juin 1941 relative à la création de la Légion française des combattants.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion française des combattants;

Vu la loi du 3 juin 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940 susvisée;

Vu le T. L. avion n° 322 A. P./I en date du 10 juillet 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 3 juin 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940 relative à la création de la Légion française des combattants.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 juillet 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion française des combattants, complétée par celle du 10 mars 1941;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 8 de la loi du 29 août 1940 est modifié ainsi qu'il suit :

« S'il y a lieu, des décrets détermineront les conditions d'application de la présente loi pour fixer,

en particulier, les statuts des associations et fédérations qu'elle institue ».

ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, à la Tunisie, au Maroc, à la Syrie et au Liban.

Il sera exécuté comme loi de l'Etat, publié au *Journal officiel* et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Vichy, le 3 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur  
et aux affaires étrangères,*  
Amiral DARLAN.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

(Voir texte loi du 29 août 1940 susvisée au J. O. T. n° 421 du 16 mars 1941 — page 126).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Exploitation des forêts

ARRETE N° 483 réglementant à nouveau l'exploitation des forêts au territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 mars 1926 sur le domaine et le régime des terres au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1927 sur le domaine privé du Territoire;

Vu le décret du 15 août 1934 sur les droits fonciers indigènes;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 novembre 1940;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les arrêtés n°s 593 du 17 novembre 1934, 167 du 6 avril 1935, 14 du 5 janvier 1937 et 408 du 16 juillet 1938 réglementant l'exploitation des forêts au Togo et fixant le taux de la taxe d'abatage pour les différentes essences.

### TITRE PREMIER SECTION I

#### EXPLOITATION DES BOIS D'ŒUVRE ET D'ÉBÉNISTERIE

ART. 2. — Sont déclarés bois d'œuvre et d'ébénisterie les bois en grumes ou débités dans la grume utilisés à la charpente, à la construction, à la menuiserie, à l'ébénisterie et à la charronnerie.

ART. 3. — Toute personne qui désire exploiter des bois d'œuvre et d'ébénisterie doit se munir d'un permis de coupe. Ce permis portant sur un nombre limité d'arbres est valable pour une durée de quatre mois à compter de la date du paiement de la taxe

prévue. Il est accordé par le Commissaire de la République ou par délégation par le chef du service des eaux et forêts ou à défaut par le chargé de ce service.

L'octroi du permis donne lieu au paiement d'une redevance par pied d'arbre dont le taux est fixé au tableau annexé au présent arrêté.

Des permis de coupe sont délivrés gratuitement à tout propriétaire de bois particuliers de la même façon et pour la même durée. Ils sont valables à compter du jour où le demandeur a été informé de cette attribution par l'autorité compétente.

#### Formes et instructions des demandes

ART. 4. — Toute demande de permis de coupe devra être adressée en deux exemplaires dont un sous timbre au Commissaire de la République au Togo sous couvert du commandant de cercle où se trouvent les arbres à exploiter; elle énoncera :

1° — Les noms, prénoms, nationalité, profession et demeure du demandeur.

2° — Le nombre, l'essence et la circonférence des arbres à exploiter à un mètre du sol.

3° — La situation du terrain sur lequel aura lieu l'exploitation avec croquis en double expédition à l'appui, indiquant par rapport à un point géographique connu la position d'un périmètre facile à définir et englobant les arbres à exploiter; l'un de ces croquis étant destiné aux archives de la subdivision, l'autre aux archives du service des eaux et forêts.

4° — Les pièces jointes justificatives des titres de propriété si la demande est formulée par un propriétaire foncier.

ART. 5. — L'administrateur transmet la demande établie en deux exemplaires revêtue de son avis au Commissaire de la République qui statue après avis du chef du service des eaux et forêts ou du chargé de ce service, ce dernier fait ensuite parvenir le permis à l'administrateur.

ART. 6. — Dès réception du permis au chef-lieu du cercle l'administrateur avise l'exploitant d'avoir à verser la redevance prévue à l'article 3.

L'administrateur, au vu du récépissé correspondant, fera mention du versement sur le coupon détachable placé au bas du permis si ce dernier est onéreux, si le permis est gratuit, il mentionnera sur le même coupon la date de remise entre les mains de l'intéressé.

Il fera parvenir immédiatement et dans chacun des cas ci-dessus, ce coupon au chef du service des eaux et forêts ou au chargé de ce service.

Il remettra ensuite le permis à l'intéressé.

ART. 7. — Dans le cas de non versement dans le délai de un mois à compter de la date de l'avis prévu à l'article 6 le permis sera renvoyé au Commissaire de la République pour annulation.

Le demandeur pourra alors se voir refuser la délivrance de tout nouveau permis pendant une durée de deux années.

#### Circulation des bois

ART. 8. — Tous les bois exploités ne peuvent circuler dans le Territoire qu'accompagnés d'un laissez-passer du modèle annexé au présent arrêté, délivré gratuitement par les commandants de cercle, chefs de subdivision ou les agents du service des eaux et forêts, sur le vu du permis de coupe.

Mention de la délivrance des laissez-passer est faite sur le verso du permis de coupe afin que le contrôle des quantités exploitées puisse être exercé à un moment quelconque.

Un double de chaque laissez-passer est envoyé par premier courrier au service des eaux et forêts, service qui a délivré le permis de coupe. Le double du dernier accordé sera accompagné du permis de coupe en retour.

Le laissez-passer est remis dès l'arrivée dans le lieu de destination au représentant local de l'autorité, lequel s'assure par tous les moyens qu'il juge utiles de la concordance entre les quantités de bois qui y sont portées et celles des chargements que cette pièce accompagne; après quoi il la renvoie avec ses observations au service des eaux et forêts.

ART. 9. — Les particuliers propriétaires de terrains boisés qui désirent transporter des bois en dehors de leurs propriétés sont tenus de se munir du laissez-passer prévu à l'article précédent.

## SECTION II

### VENTE DE COUPES

ART. 10. — Les coupes mises en vente doivent être délimitées sur le terrain et le service des eaux et forêts doit en dresser le plan.

ART. 11. — La nature, les dimensions des produits exploitables, leur nombre s'il y a lieu, les règles d'exploitation applicables à chacun d'eux et les conditions à remplir par les adjudicataires sont consignés dans un cahier des charges approuvé par le Commissaire de la République en cas d'adjudication, dans l'acte de vente s'il n'y a pas adjudication.

ART. 12. — Les ventes de coupes de bois d'œuvre sont en outre soumises aux dispositions du cahier des charges générales annexé au présent arrêté.

## TITRE II

### SECTION I

#### EXPLOITATION DES BOIS DE FEU OU A CHARBON

ART. 13. — Toute personne qui désire exploiter des bois de feu ou à charbon doit se munir d'un permis de coupe du modèle annexé au présent arrêté.

Ce permis, strictement personnel, est valable pendant une durée de six mois à compter de la date de paiement de la redevance dont le taux est fixé au tableau joint au présent arrêté.

Les demandes de coupe de bois de feu ou à charbon sont établies dans les mêmes formes que les demandes de coupe de bois d'œuvre (article 4) sauf les modifications ci-dessous indiquées.

La demande portant indication du nombre des bois à couper est adressée au commandant de cercle qui l'instruit et accorde le permis pour les exploitations portant sur moins de 1.000 stères.

Les permis portant sur 1.000 stères et plus sont accordés par le chef du service forestier.

Les permis sont valables à compter du jour où le demandeur a été informé de cette attribution par l'autorité compétente.

Des permis de coupe à titre gratuit peuvent être délivrés dans les mêmes conditions aux propriétaires de bois particuliers.

Le permis d'exploitation doit être présenté sur place à toute réquisition des agents de l'administration habilités au contrôle des exploitations.

ART. 14. — L'exploitation dans les forêts classées aménagées ou en voie d'aménagement peut avoir lieu sur vente, sur adjudication, ou sur permis de coupe. Elle peut également être effectuée en régie.

Toute exploitation portant sur 1.000 stères et plus, par an ne peut être effectuée qu'en forêt classée aménagée, à l'exception des exploitations qui pourraient être faites par les concessionnaires de terrains domaniaux à titre provisoire, sur les dits terrains.

ART. 15. — Les adjudicataires de coupe ou les titulaires de permis de coupe, devront ouvrir et entretenir durant toute la durée de l'exploitation une tranchée pare-feux d'au moins vingt mètres de largeur, soigneusement désherbée et débroussaillée, qui entourera complètement la coupe.

Les infractions au présent article sont punies des peines prévues à l'article 74 du décret du 5 février 1938, sans préjudice des dommages-intérêts au cas où un feu de brousse venu de l'extérieur se propagerait dans une coupe non protégée par le pare-feux réglementaire.

ART. 16. — A l'exception des cas prévus à l'article 25 du présent arrêté, l'abatage comme bois de feu des essences protégées est interdit.

Dans les forêts classées exploitées en régie ou par vente de coupe, les arbres des essences protégées pourront toutefois être exploités comme bois de feu ou à charbon, après marquage par le service des eaux et forêts des arbres à réserver. Les cahiers des charges feront mention de ces réserves.

ART. 17. — Les permis de coupe de bois de feu ou à charbon ne donnent que le droit d'abattre les arbres pour les débiter en bois de feu. Lorsqu'un arbre aura été abattu, il devra être entièrement débité, tronc et cimier.

Le titulaire d'un permis d'exploitation, ou l'acheteur d'une coupe, qui laissera plus de dix troncs non débités tombera sous le coup de l'article 62 du décret du 5 février 1938.

ART. 18. — La coupe des arbres rez-terre est obligatoire.

ART. 19. — Il sera remis par le commandant de cercle ou le chef de subdivision au détenteur d'un permis de coupe de bois de feu ou à charbon, des laissez-passer successifs, extraits d'un registre à souches, correspondant à chaque sortie de produits. Mention de cette délivrance sera faite sur le permis de coupe.

Le coupon détachable de chaque laissez-passer sera adressé par premier courrier au service des eaux et forêts, service qui a délivré le permis de coupe.

ART. 20. — Le transporteur devra présenter à toute réquisition le laissez-passer au cours du transport.

Les produits circulant sans être accompagnés du laissez-passer réglementaire feront l'objet d'une saisie provisoire jusqu'à ce que la preuve soit faite qu'ils ont été coupés dans les conditions fixées par le présent arrêté, et que les taxes concernant ces produits ont été payées.

ART. 21. — Aucune livraison de bois ou de charbon de bois à un service public ne sera acceptée sans présentation du laissez-passer qui l'accompagne à un agent de ce service.

ART. 22. — Les laissez-passer devront être remis au chef de subdivision au plus tard à la date d'expiration du permis de coupe.

ART. 23. — Lorsque les quantités indiquées sur le permis de coupe auront atteint le chiffre prévu, le coupeur devra retourner sans délai le permis de coupe au chef de la subdivision qui le transmettra au service des eaux et forêts avec les laissez-passer accordés.

*Concessions rurales provisoires et définitives*

ART. 24. — Les concessionnaires de terrains ruraux à titre provisoire ou définitif désirant se livrer à la vente de bois de feu provenant de ces terrains seront astreints aux formalités prévues pour l'obtention du permis de coupe et des laissez-passer. L'attribution du permis est gratuite pour la concession définitive.

## SECTION II

## VENTE DE COUPES

ART. 25. — Les ventes de coupes de bois de feu ou à charbon sont soumises aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté, concernant les bois d'œuvre et d'ébénisterie, ainsi qu'à celles du cahier des charges générales annexé au présent arrêté.

## TITRE III

## DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 26. — Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 5 février 1938, l'abatage, l'arrachage, la mutilation des arbres appartenant aux espèces indiquées dans le tableau ci-dessous sont interdits sauf autorisation.

Caïlcédrat	— Primou	— Khaya sénégalensis
Acajou à grandes	— At'ian, alou,	— Khaya grandifoliola
feuilles	— Otio	— Entendrophragma
Aboudikro	— Hiotsa	— cylidricum
Bossè	— Roko, Omonho	— Cnarea cedrata
Iroko	— Dadadjain,	— Chlorophora excelsa
Movingni	— Amoti	— Distemonanthus
Fraké	— Kekblanè	— Benthamianus
Lingué	— Akpapati, Papa-	— Terminalia superba
Vène	hou, Ouélou	— Afzelia africana
Néré	— Toti, Time	— Pterocarpus erina-
Ebénier	— Djetti, Tigbada	— ceus
Samba	— Ahouhoua, Ati-	— Parkia biglobosa
Cadde	hié	— Diospyros mespili-
Kolatier		— formis
Copalier		— Triplochiton sclero-
Karité		— xylon
Kapokier		— Acacia Albida
Cocotier		— Cola nitida
Ronier		— Copaïfera Guibour-
Palmier à		— tiana
huile		— Butyrospermum Par-
		— kii
		— Bombax Buonopo-
		— zenze
		— Cocos nucifera
		— Borassus aethiopium
		— Eloeis divers.

ART. 27. — L'abatage, l'arrachage, la mutilation des espèces désignées dans l'article précédent sont interdits d'une façon absolue sur toute montagne, colline, ou terrain présentant une pente générale supérieure à 15%.

ART. 28. — A l'exception des cas de protection absolue prévus à l'article 27, l'abatage rez-terre ou l'arrachage des dites essences peut être autorisé par le chef de subdivision intéressé en vue de la préparation des terrains de plantations arbustives définitives (tels que café, cacao) ou en vue de l'aménagement de la palmeraie. Dans ce dernier cas, la proportion d'arbres à conserver devra obligatoirement atteindre 150 pieds à l'hectare, régulièrement répartis.

Les bois ainsi exploités ne peuvent pas faire l'objet de transactions commerciales ou d'échanges.

Aucune autorisation d'abatage ne peut être accordée pour la préparation des cultures vivrières temporaires.

ART. 29. — Dans le cercle de Sokodé et la subdivision autonome de Mango, aucune autorisation d'abatage ne peut être accordée pour les essences suivantes: Karité, Néré ou Nette, Kapokier.

ART. 30. — En dehors des cas de protection absolue prévus à l'article 27, l'abatage des essences protégées pour des sujets dont le diamètre est supérieur aux minima prévus par le tableau annexé au présent arrêté, fera l'objet de demandes de permis de coupe, conformément aux prescriptions du titre premier.

Aucune autorisation d'abattre des arbres appartenant aux espèces protégées ne peut être accordée à titre gratuit.

ART. 31. — La saignée du palmier à huile, du cocotier et du ronier pour la fabrication du vin de palme est interdite sur toute l'étendue du Territoire, sauf autorisation exceptionnelle accordée par les chefs de circonscriptions administratives.

## BOIS POUR LA FABRICATION DES PIROGUES

ART. 32. — Conformément à l'article 12 du décret du 5 février 1938, des permis de coupe établis de la même façon et pour la même durée que pour les permis de coupe de bois d'œuvre, et portant sur des essences non protégées seront délivrés à titre gratuit, dans les conditions suivantes, aux indigènes, en vue de la fabrication des pirogues pour leurs besoins personnels, à l'exclusion de tout but commercial.

ART. 33. — La demande, établie conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, doit être adressée par le chef du village intéressé au fonctionnaire chargé du service des eaux et forêts, sous couvert du chef de subdivision et du commandant de cercle qui la revêtent de leur avis motivé.

## PERCHES POUR CHARPENTES

ART. 34. — Les perches destinées à la confection de charpentes légères, faites selon la coutume locale, seront taxées suivant tarif annexé au présent arrêté.

Les formalités visant l'obtention du permis de coupe et les laissez-passer sont celles stipulées aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8, concernant les bois d'œuvre.

## SAISIE PROVISOIRE

ART. 35. — Tous les bois et produits provenant de coupes autorisées qui n'auraient pas été exploités ou transportés dans les conditions fixées par la réglementation présente, le cahier des charges annexé et par le décret du 5 février 1938 pourront faire l'objet d'une saisie provisoire jusqu'à vérification.

## CAHIER DES CHARGES

ART. 36. — Toute contravention aux clauses et conditions du cahier des charges générales annexé au présent arrêté et non spécialement visée par le décret du 5 février 1938 sera punie des peines prévues à l'article 74 du dit décret.

## INFRACTIONS DIVERSES

ART. 37. — Toute infraction aux dispositions prévues aux articles 8, 18, 20, 22, 23, 31, 34 du présent arrêté sera justiciable des sanctions prévues à l'article 74 du décret du 5 février 1938.

## USAGE DES INDIGÈNES

ART. 38. — Conformément aux dispositions de l'article 17 du décret du 5 février 1938, sont considérés comme droits d'usage ceux dont les indigènes jouissent actuellement en ce qui concerne la recherche du bois mort nécessaire à leurs besoins personnels et les matériaux provenant d'essences non protégées de dimensions inférieures à celles prévues au tableau des taxes annexé au présent arrêté et utilisés pour la construction de leurs habitations personnelles.

L'exercice de ces droits coutumiers est strictement personnel, et ne saurait en aucun cas être invoqué lorsqu'il s'agit de matériaux destinés à la vente ou de bois d'essences protégées, dans ce cas la règle commune doit s'appliquer.

## EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS

ART. 39. — Des permis d'exploitation spéciaux peuvent être accordés par le Commissaire de la République, aux services publics, aux établissements publics et d'utilité publique et aux collectivités indigènes.

Les exploitations ont lieu sur les emplacements agréés ou désignés par le service des eaux et forêts et sous le contrôle des agents de ce service. Elles ne portent que sur les produits et essences désignés sur le permis.

Les permis sont toujours délivrés à titre onéreux; les redevances et les taxes seront déterminées conformément aux dispositions régissant les taxes locales.

ART. 40. — Les services publics suivent la procédure des permis de coupe pour obtenir les quantités peu importantes de bois dont ils peuvent avoir besoin.

## RÉPARTITION DES POURCENTAGES

ART. 41. — Conformément à l'article 78 du décret du 5 février 1938, il sera attribué aux chefs des collectivités indigènes qui auront coopéré à la police forestière, le quart du pourcentage prévu à cet article pour les agents verbalisateurs, soit le quarantième du produit des amendes, confiscations, restitutions, dommages-intérêts et contraintes.

ART. 42. — Les agents du service des eaux et forêts, les commandants de cercle, chefs de subdivision et tous autres agents éventuellement habilités par le Commissaire de la République sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 232 du 8 juillet 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française).

# CAHIER DES CHARGES GÉNÉRALES

pour l'exploitation des bois au territoire du Togo  
(Annexé à l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940)

## VENTE DE COUPE

## I. — ADJUDICATION

ARTICLE PREMIER. — Les ventes de coupes se font par adjudication publique aux enchères ou au rabais. La date et le lieu doivent en être annoncés au moins un mois à l'avance dans le *Journal officiel* du Territoire.

Le bureau d'adjudication est constitué de la façon suivante:

L'administrateur commandant le cercle .	Président
Le fonctionnaire chargé du service des eaux et forêts, ou son délégué,	} Membres
Le receveur des domaines, ou son délégué.	

Les ventes à la dernière lecture n'auront lieu qu'au rabais.

Lorsque les coupes resteront invendues, la vente pourra être faite de gré à gré par la suite ou reportée à l'année suivante.

La vente au rabais aura lieu de la manière suivante:

La mise à prix et le taux auquel les rabais devront être arrêtés seront fixés dans chaque cas par le Commissaire de la République, la mise à prix annoncée par le crieur sera diminuée successivement jusqu'à ce qu'une personne prononce les mots « Je prends ».

Dans le cas où plusieurs personnes se porteraient simultanément adjudicataires de la même coupe, il sera ouvert séance tenante des enchères auxquelles ces personnes seront seules admises à prendre part.

S'il n'y a pas de nouvelles offres, il sera procédé entre ces mêmes personnes à un tirage au sort, selon le mode fixé par le bureau.

Dans l'adjudication aux enchères, la mise à prix est fixée dans chaque cas par le Commissaire de la République et le dernier enchérisseur est déclaré adjudicataire.

ART. 2. — Pour chaque vente, un cahier-affiche, dressé par le service des eaux et forêts et approuvé par le Commissaire de la République indiquera les bois à couper et les conditions particulières de la vente.

ART. 3. — Toutes les coupes seront adjudgées:  
1° — ou en bloc ou en partie, sous garantie de contenance, de quantité, d'essence et de qualité.

2° — ou encore en précisant les périmètres d'exploitation, le cubage et la nature des bois à extraire, le contrôle étant assuré suivant les prescriptions de l'article 17 du présent cahier des charges.

ART. 4. — Les personnes notoirement insolvable ne pourront prendre part à l'adjudication.

Le président du bureau d'adjudication sera juge de la solvabilité des personnes qui se seront portées adjudicataires.

ART. 5. — Toute personne se présentant pour autrui devra justifier au début de la séance:

1° — d'une procuration dûment légalisée qui sera déposée sur le bureau après avoir été certifiée par le mandataire.

2° — de la solvabilité du mandant.

ART. 6. — La déclaration de command ne pourra être faite que séance tenante et son mandant devra être présenté immédiatement par l'adjudicataire.

Nul ne pourra être élu command s'il ne réunit les qualités requises pour être adjudicataire direct, si le command déclaré n'est pas accepté, l'adjudication restera pour le compte de l'adjudicataire.

ART. 7. — Les minutes des procès-verbaux d'adjudication seront signées sur le champ par tous les fonctionnaires présents et par l'adjudicataire ou son fondé de pouvoirs, et dans le cas d'absence, ou s'ils ne veulent ou ne peuvent signer, il en sera fait mention au procès-verbal.

ART. 8. — L'adjudicataire sera tenu de donner immédiatement une caution reconnue solvable qui s'obligera solidairement avec lui à toutes les charges et conditions de l'adjudication.

Elle sera également soumise comme lui à l'obligation d'élire domicile au Territoire.

L'adjudicataire sera, dans le cas de déchéance, tenu de payer les frais fixés à l'article 10 du présent cahier des charges.

ART. 9. — L'adjudication ne deviendra définitive qu'après approbation du Commissaire de la République.

La caution sera revêtue du consentement du Commissaire de la République.

L'acte relatif sera joint au procès-verbal d'adjudication.

## II. — PRIX DE VENTE — FRAIS D'ADJUDICATION

ART. 10. — Outre le prix principal de l'adjudication, l'adjudicataire paiera pour les frais de la vente une somme de 5% qui sera versée à la caisse du receveur des domaines immédiatement après réception de la caution.

ART. 11. — Le paiement du montant de l'adjudication se fera en une seule fois ou par moitié.

La première moitié ou la totalité sera versée au trésor dans les dix jours suivant l'approbation de l'adjudication, la deuxième avant la sortie des premiers bois de la coupe et au plus tard deux mois après l'approbation de l'adjudication.

En cas de retard dans le paiement, l'adjudicataire devra en outre des intérêts à 8% l'an à partir de la date fixée.

ART. 12. — Le parterre de la coupe, comprenant les lieux de dépôt désignés dans la forêt, ne sera point considéré comme le chantier ou le magasin de l'adjudicataire, et les bois qui s'y trouvent déposés pourront, par suite, être retenus en cas de faillite.

## III. — EXPLOITATION ET VENTE DE COUPES DE BOIS SUR PIED

ART. 13. — Le permis d'exploiter, à défaut duquel toute coupe serait faite sans autorisation, sera délivré par le service des eaux et forêts sur la présentation des certificats constatant que l'adjudicataire a fait admettre sa caution et versé, soit la totalité, soit la première moitié du montant de l'adjudication ainsi que les frais de vente prévus à l'article 10 du présent cahier des charges.

ART. 14. — L'adjudicataire préviendra le service des eaux et forêts du jour où il se proposera de commencer l'exploitation.

ART. 15. — Les bois non abattus ou non sortis de la coupe dans les délais fixés par le cahier-affiche feront retour au Territoire.

ART. 16. — Lorsque les arbres à exploiter seront marqués à la base au marteau des eaux et forêts, ces marques devront rester après l'exploitation.

ART. 17. — Il est interdit à l'adjudicataire de déposer des produits de l'exploitation dans les forêts classées ou protégées en dehors des limites de la coupe, sauf sur les lieux de dépôts spécialement désignés par les agents du service des eaux et forêts.

Les emplacements pour la fabrication du charbon de bois seront, le cas échéant, désignés par ces agents.

ART. 18. — L'adjudicataire devra retourner au fur et à mesure de l'exploitation les bois qui tomberont dans les layons séparatifs des coupes.

ART. 19. — Lorsqu'un arbre abandonné à l'exploitation demeurera dans sa chute encroué sur un arbre non abandonné, l'adjudicataire ne pourra abattre celui-ci qu'après qu'un agent du service des eaux et forêts aura reconnu la nécessité de l'abatage.

ART. 20. — La vidange s'opérera par les chemins désignés dans le cahier-affiche.

ART. 21. — L'adjudicataire devra entretenir constamment les chemins de voiture qu'il utilise dans l'état où ils étaient avant l'exploitation.

ART. 22. — Les agents du service des eaux et forêts pourront autoriser l'adjudicataire à ouvrir des chemins pour l'exploitation et la vidange des coupes; celui-ci devra à l'avance indiquer sur un plan les emplacements de ces chemins.

## IV. — VENTE DES COUPES DE BOIS EXPLOITÉES EN RÉGIE

ART. 23. — Les ventes de produits provenant de coupes ou d'exploitations faites en régie pourront être faites : soit globalement, soit par lots, situés ou non sur les lieux de coupe, conformément aux dispositions de l'article premier du présent cahier des charges.

## V. — DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 24. — L'adjudicataire devra faire procéder sur toute l'étendue de sa coupe au dégagement des sujets des essences de valeur qui seront désignées sur le cahier-affiche.

ART. 25. — La coupe des arbres rez-terre est obligatoire.

L'usage des scies pour le parage des souches est interdit.

ART. 26. — L'adjudicataire devra entretenir autour de tout le périmètre de la coupe une tranchée pare-feu d'une largeur minima de 40 mètres, ou une bande de même largeur, délimitée par deux layons parallèles, prête à être incinérée. Il devra en outre, pendant toute la durée des travaux de coupe, assurer sur sa coupe la surveillance contre les feux.

ART. 27. — L'exploitant pourra abattre sans condition les arbres se trouvant sur le passage d'une voie ferrée, d'une route ou d'un chemin de tirage, et qu'il laissera sur place. Il pourra également abattre des arbres non désignés dans la liste des essences protégées, s'ils sont nécessaires à son exploitation (ponts, appontements, traverses, construction sur place, etc.).

ART. 28. — La réglementation sur le travail indigène s'applique à la main-d'œuvre employée par l'adjudicataire. Celui-ci pourra être autorisé à construire pour elle des habitations provisoires réglementaires aux emplacements qui lui seront indiqués par les agents du service des eaux et forêts.

ART. 29. — L'administration pourra, après mise en demeure, faire procéder, aux frais de l'adjudicataire, à l'exécution des clauses et conditions de la vente. Le prix des travaux sera établi suivant mémoire détaillé dressé par le service des eaux et forêts.

Lomé, le 23 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

**TABEAU**

fixant le taux des redevances en matière d'exploitation forestière

(Annexé à l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940)

ARTICLE PREMIER — Le tarif des redevances prévues aux articles 3, 13, 34 et 39 de l'arrêté N° 483 du 23 novembre 1940 susvisé est fixé conformément au tableau ci-après.

ESSENCES	CIRCONFERENCE DE L'ARBRE A 1 MÈTRE DU SOL	PRIX DE L'UNITÉ
<b>I — BOIS D'ŒUVRE ET PIROGUES</b>		
<b>1 — Essences protégées</b>		
Chlorophora excelsa ou Iroko ou Loko . . . . .	De 2 m. à 2 m. 50	400 frs
	De 2 m. 51 à 3 mètres	650 —
	Au-dessus de 3 mètres	1.000 —
Khaya sénégalsensis ou caillédraat ou Azo ou Agaho . . . . .	De 2 m. à 2 m. 50	400 —
	plus de 2 m. 50	650 —
Khaya grandifoliola ou acajou à grandes feuilles	De 2 m. à 2 m. 50	400 —
	plus de 2 m. 50	650 —
Triplochiton soléroxylon ou Ouëti ou ogoun . . . . .	De 2 m. à 2 m. 50	150 —
	plus de 2 m. 50	250 —
Afzélia Africana ou Lingou kpakpa ou akpakpa . . . . .	De 2 m. à 2 m. 50	400 —
	plus de 2 m. 50	650 —
Ptérocarpus érinaceux ou Vène ou Kosso ou Akpepe . . . . .	De 2 m. à 2 m. 50	150 —
Borassus flabelliformis ou Rônier ou Agontégbé ou Agbandan . . . . .	Mâle	40 —
<b>2 — Autres essences (non protégées)</b>		
Essences diversés . . . . .	De 1 m. 50 à 2 m. 50	100 —
	plus de 2 m. 50	175 —
Perches pour construction . . . . .	Stère	10 —
<b>II — BOIS DE CHAUFFAGE</b>		
Bois de chauffe pour le Réseau des C. F. . . . .	Stère	6 —
Bois de chauffage . . . . .	Stère	10 —
Charbon de bois . . . . .	Quintal	8 —
<b>OBSERVATIONS</b>		
1° Pour les arbres présentant des contreforts à la base, la circonférence sera prise à 1 mètre au-dessus du point où ils se terminent.		
2° Les arbres d'essences protégées dont la circonférence est inférieure à celle indiquée dans la colonne 2 ne doivent pas être abattus.		
3° Les chablis provenant des plantations domaniales, les perches provenant de l'éclaircissage des mêmes plantations (tecks, filaos, etc) seront vendus aux enchères ou feront l'objet de vente de gré à gré.		
4° Ne peuvent être abattus comme bois de feu que les essences non protégées de circonférence inférieure à 1 m. 50 mesurée à 1 m. de hauteur.		
5° Les bois morts de causes naturelles dans le domaine protégé et de dimensions égales ou supérieures à 0 m. 75 de circonférence et les rôniers morts, feront l'objet de procès-verbaux de constat suivis de vente de gré à gré par le Service forestier (ou aux enchères). Seront vendus de même après procès-verbaux de saisie les bois morts de main d'homme depuis plus de trois ans.		

ART. 2. — Le présent tableau, annexé à l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1940

L. MONTAGNE

**Cour d'assises**

**ARRETE** N° 1492 s. j. fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et du Togo, pendant l'année 1941.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 23 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 22 juillet 1939, abrogeant le décret du 16 novembre 1924, et portant réorganisation de la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature coloniale et notamment l'article 55 dudit décret;

Vu la délibération de la cour d'appel de Dakar, du 13 février 1941;

Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française et du Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — En exécution des dispositions susvisées de l'article 55 du décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature coloniale, la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et du Togo, pendant l'année 1941, est arrêtée comme suit :

**Togo**

M.M. Foursaud, administrateur des colonies, licencié en droit.

• Albert Mouragues, administrateur des colonies, licencié en droit.

Pic, administrateur des colonies, docteur en droit.

**ART. 2.** — Le procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 avril 1941.

*Pour le Gouverneur général en tournée :*

*Le gouverneur des colonies,  
secrétaire général p. i. du gouvernement général  
chargé de l'expédition des affaires,*

CHAPOULIE.

Par arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française en date du 4 juillet 1941 :

Sont désignés pour compléter le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1941 :

**Première liste**

M. Atayi Salomon, 49 ans, instituteur principal, en remplacement de M. Ambach Auguste.

**Deuxième liste**

M. Saint-Criq, André, 41 ans, commis principal des trésoreries, en remplacement de M. Thivolle Henri.

**Caisse de réserve**

**ARRETE** N° 365 portant prélèvement sur la caisse de réserve du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 28 juin 1941 approuvant le budget local du Togo de l'exercice 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Un prélèvement exceptionnel de CINQ CENT MILLE FRANCS (500.000 frs.) sera effectué sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face aux dépenses occasionnées par l'exécution des travaux extraordinaires prévus au plan de campagne de l'année 1941.

**ART. 2.** — Il sera fait recette du montant de ce prélèvement à la section deuxième du budget local, chapitre IX, exercice 1941 « prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve ».

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

**Huiles minérales**

**ARRETE** N° 366 complétant l'arrêté n° 106 du 1<sup>er</sup> mars 1941 portant récupération des huiles minérales usées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement d'administration publique du 2 mai 1939 portant application aux territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité administrative des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, promulgué au Togo par arrêté 634 du 2 septembre 1939;

Vu l'arrêté n° 106 du 1<sup>er</sup> mars 1941 portant récupération des huiles minérales de graissage usées;

Vu la lettre avion n° 837 E/C. du 27 juin 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des mines;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le paragraphe 3 de l'article 2 de l'arrêté n° 106 du 1<sup>er</sup> mars 1941 susvisé est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

*Article 2, paragraphe 3 (nouveau).* — « Aucune « délivrance d'huile neuve ne sera faite par le fournisseur avant remise d'huile usée à concurrence des « 2/3 d'huile neuve pour les camions neufs en parfait « état de marche et de la moitié d'huile neuve pour « les véhicules usagés. Le degré d'usure de ceux-ci

« est justifié par une attestation des travaux publics  
« portée sur la carte ou le carnet d'autorisation per-  
« manente de circulation.

« Des dérogations exceptionnelles réduisant ces  
« quantités peuvent être accordées par les comman-  
« dants de cercle ou chefs de subdivision. Mention  
« en sera portée sur le bon d'autorisation d'achat,  
« sur demande du propriétaire.

« La remise d'huile neuve n'est pas obligatoire  
« pour les moteurs, principalement ceux de minoterie  
« dans lesquels l'huile est presque entièrement con-  
« sommée ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — L'arrêté n° 106 du 1<sup>er</sup> mars 1941  
susvisé est complété par les articles suivants :

« Art. 3 (nouveau). — Les entreprises qui procèdent  
« au filtrage ou à la régénération et aux remplois  
« des huiles minérales usagées sont exemptes de la  
« remise des huiles usées. Un certificat délivré par le  
« service des travaux publics sur leur demande jus-  
« tifie que ces entreprises sont en mesure de pro-  
« céder à la régénération et les exempté de la remise  
« des huiles usées ».

« Art. 4. — L'emploi d'huiles minérales usées (et  
« à plus forte raison d'huiles minérales neuves) pour  
« les menus besoins des ateliers de graissage des res-  
« sorts de voiture qui peuvent être effectués à l'huile  
« végétale est interdit ».

ART. 3. — Le chef du service des travaux publics  
et des mines et les commandants de cercle sont char-  
gés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregis-  
tré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

#### Prohibition de sortie

*ARRETE N° 367 interdisant l'exportation par les  
commerçants de denrées alimentaires sous forme  
de colis, paquets postaux et envois similaires.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret organique du 23 mars 1921 déterminant les  
attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République  
au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des  
dépenses administratives du Togo, modifié par celui du  
20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale  
de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'adminis-  
tration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer  
relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet  
1938;

Vu l'arrêté n° 257 du 19 mai 1941 modifiant la liste des  
denrées et produits de première nécessité dont l'exportation  
est interdite et portant dérogation à certaines interdictions;

Vu l'arrêté n° 2137 s. E/7 du Haut-Commissaire de l'Afri-  
que française interdisant l'exportation par les commerçants  
de denrées alimentaires sous forme de colis, paquets postaux  
et envois similaires;

Vu l'urgence;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du  
16 juillet 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite pour toutes des-  
tinations et lorsque les expéditions ont un caractère  
commercial, la sortie du territoire du Togo, sous  
forme de colis postaux, paquets postaux, aéropaquets  
et envois similaires, de toute denrée alimentaire d'im-  
portation ou de production locale.

Restent autorisés les envois faits à titre privé par  
les particuliers.

Ces envois sont soumis aux règles édictées par  
l'arrêté n° 257 du 19 mai 1941.

ART. 2. — Le service des douanes procédera au  
contrôle du contenu des paquets, dans le centre doua-  
nier de Lomé, en accord avec le service des P. T. T.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté sont  
passibles conformément à l'article 10 du décret du  
2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la  
loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation  
pour le temps de guerre.

ART. 4. — Le présent arrêté qui abroge toutes  
dispositions contraires, sera enregistré, communiqué  
et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

#### Commune mixte de Lomé

*ARRETE N° 371 portant approbation du budget sup-  
plémentaire de la commune-mixte de Lomé, pour  
l'exercice 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des  
dépenses administratives du Togo, modifié par celui du  
20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier  
des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des  
communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décem-  
bre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le  
mode de constitution, de fonctionnement, le régime adminis-  
tratif et financier des communes-mixtes du Togo, ensemble  
tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune-  
mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complé-  
tant;

Vu le procès-verbal des délibérations de la commission  
municipale de Lomé en date du 15 mai 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du  
16 juillet 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté comme suit, le  
budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé  
pour l'exercice 1941 :

*Rettes* : à Cent soixante quatorze mille six cent  
quarante-cinq francs dix centimes (174.645,10).

*Dépenses* : à Cent soixante quatorze mille six cent  
quarante-cinq francs dix centimes (174.645,10).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, com-  
munié et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

**ARRETE N° 372 portant règlement du compte administratif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1940.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932, créant la commune-mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal des délibérations de la commission municipale de Lomé, en date du 15 mai 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le compte administratif du budget de la commune-mixte de Lomé, pour l'exercice 1940 est arrêté comme suit :

*En recettes :* à huit cent douze mille deux cent quatre-vingt-douze francs (812.292 frs.).

*En dépenses :* à six cent trente huit mille huit cent quarante cinq francs quatre vingt quinze centimes (638.845,95) laissant un excédent de recettes de : Cent soixante treize mille quatre cent quarante six francs cinq centimes (173.446,05) qui sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice 1941.

**ART. 2.** — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1940 et dont le montant s'élève à : Deux cent quatorze mille sept cent cinquante neuf francs dix centimes (214.759,10).

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

#### Frais de traitement dans les formations sanitaires

**ARRETE N° 374 portant majoration du taux de remboursement des journées de traitement dans les formations sanitaires.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 2 août 1912 sur le fonctionnement des services médicaux aux colonies;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le service de santé dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 fixant le prix de remboursement des frais de traitement dans les formations sanitaires du Togo;

Après avis du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le tarif des remboursements de la journée de traitement à l'hôpital de Lomé et dans les formations sanitaires des cercles et subdivisions est fixé comme suit pour les malades traités à leur frais, au compte d'un budget, autre que le budget local savoir :

##### A. — EUROPÉENS

##### Hôpital de Lomé

1 <sup>re</sup> catégorie . . . . .	80 frs.
2 <sup>e</sup> catégorie . . . . .	60 —
3 <sup>e</sup> catégorie . . . . .	40 —

##### B. — INDIGÈNES

1<sup>re</sup> catégorie. — Malades pourvoyant eux-mêmes à leur nourriture :

Hôpitaux des cercles de Lomé, Aného et du centre . . . . . 10 frs.

Hôpitaux du cercle de Sokodé et de la subdivision autonome de Mango . . . . . 6 —

2<sup>e</sup> catégorie. — Malades nourris par l'hôpital :

Hôpitaux des cercles de Lomé, Aného et du Centre . . . . . 24 frs.

Hôpitaux du cercle de Sokodé et de la subdivision autonome de Mango . . . . . 16 —

**ART. 2.** — Pour les enfants, le tarif de remboursement est celui afférent à la catégorie à laquelle ils auront été traités, calculé sur les bases suivantes :

Au-dessus de 12 ans, tarif entier.

De 5 à 12 ans, demi-tarif.

Au-dessous de 5 ans, quart de tarif.

Les enfants âgés de moins de 5 ans, non sevrés et nourris par leur mère, sont traités gratuitement lorsque cette dernière est également hospitalisée.

**ART. 3.** — Pour les marins de commerce délaissés forfaitairement, les tarifs de remboursement à appliquer sont ceux fixés par le décret du 31 décembre 1935 (tableau B).

**ART. 4.** — Est et demeuré rapporté l'arrêté 607 du 15 novembre 1930.

**ART. 5.** — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

#### Personnel indigène

##### Permissions

**ARRETE N° 376 modifiant l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin

de fer, modifié par arrêtés des 30 janvier 1936, 24 février 1938, 28 avril 1938, 1<sup>er</sup> et 11 juin 1938 et 24 novembre 1940;

Vu l'arrêté n° 239 du 1<sup>er</sup> mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf, modifié par arrêtés des 30 janvier 1936 et 25 août 1938;

Vu l'arrêté n° 305 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant modifications aux conditions de recrutement et de permissions du personnel des cadres locaux indigènes;

Vu l'arrêté n° 481 du 24 novembre 1940, modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté susvisé du 1<sup>er</sup> juin 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 18 de l'arrêté n° 161 susvisé du 24 mars 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

(Article 18 nouveau). — Des permissions annuelles de quinze jours, délais de route non compris, et avec traitement, peuvent être accordées en une ou plusieurs fois, par décision du Commissaire de France au Togo, aux agents des cadres locaux indigènes après avis de leur chef de service ou de circonscription.

Toutefois, pour le personnel de l'enseignement, les permissions annuelles ne pourront être accordées que pendant la période des grandes vacances scolaires.

Lorsque des motifs graves nécessitant une décision urgente comme dans le cas de maladie grave, d'accident ou de décès d'un parent proche, des permissions exceptionnelles dont la durée ne peut excéder huit jours, peuvent être accordées par les chefs de service ou de circonscription à la condition d'en rendre compte immédiatement au Commissaire de France.

La durée de ces permissions exceptionnelles, vient en déduction de la permission annuelle de l'année en cours, si elle n'a pas été encore obtenue, ou de celle de l'année suivante si l'agent en a déjà bénéficié.

Tout agent, titulaire d'une permission annuelle ou exceptionnelle sera muni d'une feuille de déplacement délivrée par le chef de circonscription, pour l'intérieur du Territoire et par le chef du bureau des finances pour les agents en service à Lomé.

La feuille de déplacement devra comporter tous les visas réglementaires aussi bien à aller qu'au retour et sera remise par l'agent, au retour de congé, soit au chef de circonscription, soit au chef du bureau des finances qui la fera parvenir aussitôt au Commissaire de France (bureau du personnel) pour contrôle et classement au dossier de l'intéressé.

Les permissions annuelles ou exceptionnelles, définies ci-dessus, ne pourront être accordées que pour une seule destination.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au personnel de tous les cadres locaux indigènes du Territoire.

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 305 susvisé du 1<sup>er</sup> juin 1938 et celles de l'arrêté n° 481 susvisé du 21 novembre 1940.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

## Marchés

ARRETE N° 379 modifiant les articles 22 et 43 des conditions générales pour les fournitures de toutes espèces, à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo et portant à 20.000 francs les maxima au-dessous desquels, est autorisée la dispense de marché.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 novembre 1882, modifié par les décrets du 23 août 1919, 2 avril 1927 et 19 octobre 1939 relatifs aux marchés publics;

Vu le décret du 19 décembre 1939 rendant applicable aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, en ce qui concerne les dépenses du matériel, travaux ou transports imputables sur les crédits du budget de l'Etat les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 octobre 1939 et promulgué au Togo par arrêté n° 125 du 11 mars 1940;

Vu les conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo, arrêtées le 25 août 1938 en conseil d'administration;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 22 et 43 des conditions générales susvisées sont modifiés comme suit :

### Article 22

Les présentes conditions générales sont applicables aux achats et transports exécutés sur conventions verbales dont le montant n'excède pas 20.000 francs pour tout ce qui est compatible avec ce mode de traité.

### Article 43

#### Règles spéciales aux achats sur facture

Les fournitures dont la valeur n'excède pas 20.000 francs peuvent faire l'objet d'achats de gré à gré sur facture conformément à l'article 22 du décret du 18 novembre 1882.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

## Caisse de réserve

ARRETE N° 381 autorisant la réalisation de valeurs de la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies dans son article 263;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la réalisation des titres suivants figurant dans l'actif de la caisse de réserve du territoire du Togo :

15 bons du trésor 5% 1937 :

Nos 157, 692, 698, 793, 868, 869, 1924, 1926, 3768, 3896, 4139, 4495, 4498, 4499, 5161 de 100.000 francs chacun.

34 bons du trésor 4% à un an :

a) 9 (série B. T. P.) Nos 615, 138 à 615, 146 de 10.000 francs chacun.

b) 25 (série B. T. S.) Nos 66704 à 66728 de 100.000 francs chacun.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

### Véhicules automobiles

ARRETE No 382 interdisant la mise en circulation des véhicules automobiles utilisant l'acétylène comme carburant.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo la réglementation de la circulation routière en A. O. F. fixée par le décret du 21 juin 1934, ensemble l'arrêté d'application du 25 juillet 1938 et les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant réglementation de la loi du 11 juillet 1938 dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté du 2 septembre 1939 réglementant le régime des combustibles liquides;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des mines;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La mise en circulation de tout véhicule automobile neuf ou transformé utilisant comme carburant l'acétylène, seul ou en mélange avec un autre produit, est interdite au territoire du Togo.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté seront déférées aux tribunaux et passibles des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

### Caisse de réserve

ARRETE No 384 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 28 juin 1941 approuvant le budget local du Togo de l'exercice 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement ordinaire de 6.000.000 de francs sera effectué sur l'avoir de la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes du budget local, exercice 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

### Energie électrique

DECISION No 521 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2<sup>e</sup> semestre 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le cahier des charges de la concession par le territoire du Togo d'une distribution publique d'énergie électrique annexé à la convention en date du 11 juin 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu les propositions en date du 18 juin 1941 de la Société concessionnaire;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines du Togo, chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 juillet 1941;

### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le 2<sup>e</sup> semestre 1941 :

Co	1,175,1919
Cl	2,363, —
Mo	1,724
Ml	1,672
Io	387, 50
Il	565, —

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1941 sont ainsi déterminés :

## A — Pour les particuliers

1 <sup>o</sup> — Pour Lomé	Prix du kwh — Lumière	7,24
	Prix du kwh — Force	5,72
2 <sup>o</sup> — Pour Anécho	Prix du kwh — Lumière	8,—
	Prix du kwh — Force	6,48

## B — Pour l'administration

1 <sup>o</sup> — Pour Lomé	Prix du kwh — Lumière	6,18
	Prix du kwh — Force	4,96
2 <sup>o</sup> — Pour Anécho	Prix du kwh — Lumière	6,92
	Prix du kwh — Force	5,72

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1941.

J. DELPECH.

## Produits et denrées de première nécessité

*DECISION N° 531 modifiant la limitation de vente du sucre fixée par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 et décisions subséquentes.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local et les décisions subséquentes qui ont modifié les limitations prévues par ledit arrêté, notamment la décision n° 497 du 12 juillet 1941;

Vu le procès-verbal de constat d'huissier dressé à Lomé le 16 juillet 1941;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent de sucre, dont la vente par le commerce local est autorisée mensuellement, est fixé à titre exceptionnel :

- 1<sup>o</sup> — Pour le mois de juillet 1941 à 22 tonnes.
- 2<sup>o</sup> — Pour le mois d'août 1941 à 20 —
- 3<sup>o</sup> — Pour les mois suivants à 16 —

ART. 2. — Sur le contingent ainsi fixé il est réservé à l'United Africa Company sur ses stocks anciens, objet du constat du 16 juillet 1941 susvisé, les parts ci-après :

- 1<sup>o</sup> — Pour le mois de juillet 1941 à 6 tonnes.
- 2<sup>o</sup> — Pour le mois d'août 1941 à 4 —

Ces quantités ne comprennent pas celles attribuées normalement à cette firme lors de la répartition mensuelle sur le contingent normal.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1941.

J. DELPECH.

## Organisation administrative

*ARRETE N° 406 portant création d'un service de menues dépenses régi par économie.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des

dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sur la proposition du chef de la subdivision autonome de Mango;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est institué à Dapango un service de menues dépenses régi par économie et destiné à permettre le paiement de certaines dépenses du poste administratif de Dapango présentant un caractère d'urgence.

A cet effet une avance de 10.000 francs, scindable en deux mandats de 5.000 francs sera accordée au chef du poste administratif de la susdite localité. Elle sera renouvelable dans les conditions prévues par l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

Cette avance sera imputée au budget local, chapitre 18, article 1, paragraphe 1.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1941 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juillet 1941.

J. DELPECH.

## Remises d'impôt

*DECISION N° 536 fixant le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt pour l'année 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant réorganisation du commandement indigène;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt ainsi que prévu par l'article 5 de l'arrêté du 13 janvier 1937 susvisé est fixé à 5% pour l'année 1941.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juillet 1941.

J. DELPECH.

## Marchés

*ARRETE N° 414 bis modifiant la composition de la commission d'adjudication pour les marchés de fournitures et de travaux.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 712 du 23 décembre 1938 réorganisant la composition de la commission d'adjudication pour les marchés de fournitures et les marchés de travaux;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifiée comme suit la composition de la commission d'adjudication prévue par l'article 3 de l'arrêté n° 712 du 23 décembre 1938 sus-visé :

M. le chef du bureau des finances	Président
M.M. le chef du bureau des affaires administratives ou son délégué,	Membres
Le chef du bureau des affaires économiques ou son délégué,	
Le chef du service de l'enregistrement et des domaines,	
Le chef du bureau de la comptabilité-matières du chemin de fer	
Le chef du service intéressé à l'adjudication ou son délégué assiste aux séances d'adjudication et doit être obligatoirement consulté pour toutes décisions à prendre par la commission.	secrétaire

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 juillet 1941.

J. DELPECH.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

## PERSONNEL EUROPEEN

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## Tableau d'avancement — Promotions

## Administrateurs des colonies

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 15 avril 1941, ont été promus dans le corps des administrateurs des colonies :

A. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940, au point de vue exclusif de l'ancienneté :

A l'emploi d'administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies :

M.M. . . . .  
Moal (Henri).

B. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1940, au point de vue exclusif de l'ancienneté :

A l'emploi d'administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies :

M.M. . . . .  
Demonio (Antoine, Henri, Charles, Lucien, François).

Les promotions ci-dessus porteront effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1940, au point de vue pécuniaire.

Par arrêté ministériel du 3 juillet 1941, sont inscrits au tableau d'avancement pour le 1<sup>er</sup> janvier 1941 :

Pour administrateur en chef :

M.M. . . . .  
Guillou.

Pour administrateur de 1<sup>re</sup> classe :

M.M. . . . .  
Foursaud.

Pour administrateur de 2<sup>e</sup> classe :

M.M. . . . .  
Athanasé Roche.

Pour administrateur de 3<sup>e</sup> classe :

M.M. . . . .  
Pierre Sanson,  
Bérard.

Par arrêté ministériel du 8 juillet 1941 sont promus au titre du 1<sup>er</sup> janvier 1941 :

Administrateur en chef :

M.M. . . . .  
Guillou.

Administrateur de 1<sup>re</sup> classe :

M.M. . . . .  
Foursaud.  
Pic.

Administrateur de 2<sup>e</sup> classe :

M.M. . . . .  
Athanasé Roche.

Administrateur de 3<sup>e</sup> classe :

M.M. . . . .  
Pierre Sanson,  
Bérard.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## PERSONNEL EUROPEEN

## Promotions

## Personnel de l'enseignement

Par arrêté n° 385 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local européen de l'enseignement du territoire du Togo :

Au grade d'inspecteur des écoles de 1<sup>re</sup> classe :  
(Au choix)

Champion Albert, inspecteur des écoles de 2<sup>e</sup> cl.

Au grade d'instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe :  
(Au choix)

Thomas André, instituteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

## Géomètres

Par arrêté n° 386 du :

18 juillet 1941. — Est promu, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel des géomètres du territoire du Togo :

Au grade de géomètre principal de 3<sup>e</sup> classe :  
(Au choix)

Lalondrelle Georges, géomètre de 1<sup>re</sup> classe, conserve dans son nouveau grade une ancienneté de 5 ans 2 mois 2 jours pour services militaires non utilisés.

*Personnel des travaux publics*

Par arrêté n° 387 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local européen des travaux publics du territoire du Togo :

*Au grade de surveillant principal de 2<sup>e</sup> classe :*

(Au choix)

Angeletti Laurent, surveillant principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 2<sup>e</sup> classe :*

(Au choix)

Thierry Louis, surveillant de 3<sup>e</sup> classe; conserve dans son nouveau grade une ancienneté de 6 mois pour services militaires non utilisés.

*Au grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*

(Au choix)

Walter Claire, surveillant de 4<sup>e</sup> classe; conserve dans son nouveau grade une ancienneté de 1 an 6 mois pour services militaires non utilisés.

*Au grade d'agent-comptable de 3<sup>e</sup> classe :*

(Au choix)

Gbedey Robert, agent-comptable de 4<sup>e</sup> classe.

*Personnel des chemins de fer et du wharf*

Par arrêté n° 388 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo :

*Au grade d'agent-comptable principal de 3<sup>e</sup> classe :*  
(Au choix)

Pinelli Roch, agent-comptable de 1<sup>re</sup> classe; conserve dans son nouveau grade une ancienneté de 11 mois 4 jours pour services militaires non utilisés.

Wallon Gaston, agent-comptable de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe :*

(Au choix)

Cantara Louis, ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe; conserve dans son nouveau grade une ancienneté de 1 an 10 mois 2 jours pour services militaires non utilisés.

**Commission**

Par décision n° 545 du :

28 juillet 1941. — Une commission de classement composée de :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

M.M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet,

Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances et du personnel,

Garnier, ingénieur principal, directeur du réseau des chemins de fer,

Lugan, chef de gare hors-classe,

Boury, chef de gare hors-classe,

se réunira sur la convocation de son président en vue de donner son avis relatif à l'admission de M. Agniel, chef de district de 1<sup>re</sup> classe, en qualité de sous-chef de gare de 1<sup>re</sup> classe.

M. Boury remplira les fonctions de rapporteur de ladite commission.

*Président*

*Membres*

**PERSONNEL INDIGÈNE****Nominations**

Par arrêté n° 415 du :

31 juillet 1941. — Sont nommés, à compter du 1<sup>er</sup> août 1941, gardes-frontières stagiaires :

Monteiro Albert,

Nobimé Victor,

Atayi Mensah Godfroy,

Barrigah Ebenezer,

Kponton Servatius,

Sokémahou Joseph,

Attikpo Benoît Yao,

Dossavi Alphonse Ayité,

Wallace Faustin Aménoukou,

Assigbi Alphonse.

**Réintégration**

Par arrêté n° 416 du :

31 juillet 1941. — L'agent auxiliaire Lawson Daniel, ex-infirmier de 5<sup>e</sup> classe du cadre local indigène du Togo, est réintégré dans son cadre d'origine, en qualité d'infirmier de 5<sup>e</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> août 1941. Il conserve dans sa classe une ancienneté de 4 ans 8 mois 15 jours.

**Promotions***Personnel des P. T. T.*

Par arrêté n° 389 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel des cadres locaux indigènes des P. T. T. du territoire du Togo :

*Au grade de commis principal de 3<sup>e</sup> classe :*

Péreira Eusèbe, commis hors classe.

*Au grade de commis hors classe :*

Maleaux Joseph, commis de 1<sup>re</sup> classe,

Gonçalvès René, commis de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*

Bruce Doe Thomas, commis de 4<sup>e</sup> classe,

Wilson Godfroy, commis de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 5<sup>e</sup> classe :*

Gomez Robert, commis de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*

Boccovi Jean, surnuméraire.

*Au grade de facteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Bouraima Samuel, facteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Commis d'administration*

Par arrêté n° 390 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène des commis d'administration du territoire du Togo :

*Au grade de commis principal de 5<sup>e</sup> classe :*

Akouété Paulin, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,

Bannerman Pierre, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe :*

Obikpi Norbert, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Maboudou Joseph, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Lawson Bernardin, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Lassey Combévi, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe :*

Amégnizin Faustin, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
 Yévu Joseph, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*

Ako Michel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,  
 Pindra François, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.,  
 Wallabregue, Robert, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,  
 Hundt John, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*

Gnamey Roger, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
 d'Almeida Joseph, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*

Atayi Jonathan, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
 Etè Sylvain, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,  
 Lawson Léonard, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
 Loko Albert, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,  
 Amoussou Romuald, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe :*

Ajavon Frédéric, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.,  
 Aghey Jean, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe,  
 Houessou Jean, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe :*

Amoussou Virgile, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.,  
 Edorh Thomas, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.

*Personnel des Douanes*

Par arrêté n° 391 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène des douanes du territoire du Togo :

*Au grade de préposé de 3<sup>e</sup> classe :*

Ajayee Dominique, préposé de 4<sup>e</sup> classe.  
 Batonou Bernard, préposé de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 6<sup>e</sup> classe :*

Kudadjé Gabriel, préposé de 7<sup>e</sup> classe.

*Inspecteurs de police*

Par arrêté n° 392 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène de la police du territoire du Togo :

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Deckon Cosmé, inspecteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe :*

Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe.

*Personnel de l'enseignement*

Par arrêté n° 393 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel des cadres locaux indigènes de l'enseignement du territoire du Togo :

*a) ENSEIGNEMENT OFFICIEL**Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Amédégnato Richard, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl.  
 Dégboé Alphonse, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.  
 Lawson Joseph, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Adoté Jacob, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
 Kponton Lucien, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*

Johnson Georges, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe :*

Sitti Jean, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Géraldo Laminou, instituteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Akouéson Arthur, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
 Sinzogan Léonard, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
 Agbékponou Louis, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Johnson Denis, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
 Quenum Joseph, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 4<sup>e</sup> classe :*

Kuadjovih Salomon, moniteur de 5<sup>e</sup> classe.

*b) ENSEIGNEMENT PRIVÉ**Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Amouzougan Cyprien, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
 Bruce Thomas, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
 Akuété John, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Amégan Simon, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
 Mensah Théophile, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

Lacé Pierre, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 4<sup>e</sup> classe :*

Affo Sébastien, moniteur de 5<sup>e</sup> classe.

*Interprètes*

Par arrêté n° 394 du :

18 juillet 1941. — Est promu, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène des interprètes du territoire du Togo :

*Au grade d'interprète principal de 5<sup>e</sup> classe :*

Adjallé Ignace, interprète de 1<sup>re</sup> classe.

*Personnel de la santé*

Par arrêté n° 395 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel des cadres locaux indigènes de la santé publique du territoire du Togo :

*Au grade d'aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe :*

Amégnigan Urbain, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe :*

Nikoué Clément, aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-pharmacien de 2<sup>e</sup> classe :*

Lawson Bidi Martin, aide-pharmacien de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*

Ladé Cléophas, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*

Edoh Ignace, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

Djadoo Cécile, infirmière-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*

Padénou Jean, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

Amoussou Gervais, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

Koumi Noël, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*

Hillah Michel, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

d'Almeida Benoît, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*

Mawoena Emmanuel, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

Adamah Arnold, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

Akpa Félix, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Schneider William, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

Gbetô Félix, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

Amouzou Maurice, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Edorh Emmanuel, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

Logossou Paul, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*

Folly Thomas, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

Wilson Robert, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de brigadier d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe :*

Blabou Jacob, brigadier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de brigadier d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe :*

Lawson Laison Joseph, agent d'hygiène de 1<sup>re</sup> cl.

*Personnel de l'agriculture*

Par arrêté n° 396 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène de l'agriculture du territoire du Togo :

*Au grade de moniteur agricole de 2<sup>e</sup> classe :*

Kloutsé Joseph, moniteur agricole de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur agricole de 3<sup>e</sup> classe :*

Gnassounou Louis, moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> cl.

Améhomé Bernabé, moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> cl.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbobli Victor, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe :*

Ahyee K. Joseph, moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe.

*Personnel des chemins de fer et du wharf*

Par arrêté n° 397 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel des cadres locaux indigènes des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo :

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Lasey Benjamin, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

Kokodoko Christian, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

Vieyra Marcellin, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe :*

Kétévi Evariste, facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe.

Yamadjako Simon, facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe :*

Ajavon René, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe.

Mensah Ferdinand, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> cl.

*Au grade de chef de train de 3<sup>e</sup> classe :*

Brym Moïse, chef de train de 4<sup>e</sup> classe.

Yovo Jean, chef de train de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de train de 5<sup>e</sup> classe :*

Mathias Joseph, chef de train de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de brigade de 1<sup>re</sup> classe :*

Ayivi Peter, chef de brigade de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe :*

Kowou Agbokou, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe :*

Guegue Yssouka, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe :*

Adoté Herbert, maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade de maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Mensah Athanasius, maître-ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

Afangnihoun Thomas, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Akakpovi Robert, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Kouévi Kponvi, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Sedaolo Tévi, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

Vintoura Patrice, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

Bogla Christian, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef-mécanicien de 1<sup>re</sup> classe :*

Freitas Jean, chef-mécanicien de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien de 1<sup>re</sup> classe :*Akakpo Siaboaté, mécanicien de 2<sup>e</sup> classe.*Au grade de mécanicien de 2<sup>e</sup> classe :*Mensah Kloussé Agbodo, mécanicien de 3<sup>e</sup> classe.*Au grade de peintre de 5<sup>e</sup> classe :*Aziagan Frédéric, peintre de 6<sup>e</sup> classe.Dagan Anselme, peintre de 6<sup>e</sup> classe.*Au grade de 2<sup>e</sup> maître :*

Sémako Eklou, quartier-maître.

*Personnel des travaux publics*

Par arrêté n° 398 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène des travaux publics du territoire du Togo :

## a) SERVICE AUTOMOBILE

*Au grade de mécanicien-conducteur principal de 1<sup>re</sup> cl. :*Agbagla Bernard, mécanicien-conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe.*Au grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*Yeo Boniface, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.*Au grade de mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe :*Ayité Félix, mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe.Kouakouvi Nelson, mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> cl.

## b) OPÉRATEURS

*Au grade d'opérateur de 5<sup>e</sup> classe :*d'Almeida Alexandre, opérateur de 6<sup>e</sup> classe.

## c) OUVRIERS

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*Sant'Anna Ouabi, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.Kouassi Nicolas, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*Adanbounou Tétévi Joseph, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*Kouassi Adrien, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

## d) SURVEILLANTS DE ROUTE

*Au grade de surveillant de routes de 5<sup>e</sup> classe :*Alheri, surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe.Codjie Stephan, surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe.*Au grade de surveillant de routes de 7<sup>e</sup> classe :*Adolehoume Augustin, surveillant de route de 8<sup>e</sup> cl.*Plantons*

Par arrêté n° 399 du :

18 juillet 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le personnel du cadre local indigène des plantons du territoire du Togo :*Au grade de planton de 2<sup>e</sup> classe :*Gnimavo Amoussou, planton de 3<sup>e</sup> classe.*Au grade de planton de 4<sup>e</sup> classe :*Foly Louis, planton de 5<sup>e</sup> classe.Dossou Sossou, planton de 5<sup>e</sup> classe.*Au grade de planton de 5<sup>e</sup> classe :*Tahoulan Christophe, planton de 6<sup>e</sup> classe.Padonou Célestin, planton de 6<sup>e</sup> classe.*Au grade de planton de 6<sup>e</sup> classe :*Padonou Maurice, planton de 7<sup>e</sup> classe.Gomez Richard, planton de 7<sup>e</sup> classe.**Suspension de fonctions**

Par arrêté n° 408 du :

25 juillet 1941. — Le commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe Degboé Gaspard est suspendu de ses fonctions à compter du 1<sup>er</sup> août 1941 et pour une durée maximum de six mois.

Cet agent percevra, pendant la durée de sa suspension, la moitié de la solde de présence à l'exclusion de tous accessoires.

**Retraite**

Par arrêté n° 369 du :

16 juillet 1941. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1<sup>re</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service, au taux annuel de Mille sept cent cinquante cinq francs (1.755 frs.) avec indemnité pour charges de famille, à M. Viotey Francis, brigadier-chef d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe, né vers 1890, 33 ans 4 mois 20 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 21 mai 1941.

2<sup>e</sup> — Allocation de retraite proportionnelle, au taux annuel de Mille cinq cent trente sept francs (1.537 frs.), à M. Thomas Robert, brigadier-planton de 1<sup>re</sup> classe, né le 8 juillet 1887, 26 ans 9 mois 11 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 19 mai 1941.

3<sup>e</sup> — Allocation de retraite proportionnelle, au taux annuel de Mille soixante dix-sept francs (1.077 frs.), avec indemnité pour charges de famille, à M. Kouassi Sankou Kénou, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des chemins de fer, né le 6 mai 1889, 26 ans 8 mois de services effectifs.La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1940.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus concédées et des indemnités pour charges de famille y afférentes est imputable :

pour Thomas Robert, au budget local,

pour Kouassi Sankou Kénou, au budget annexe du chemin de fer,

et pour Viotey Francis, au budget de la commune-mixte de Lomé.

Par arrêté n° 400 du :

21 juillet 1941. — M. Sant-Anna Yessifou, maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté (45 ans de services).

**Forces de police****Nominations — Licenciement — Punitions — Retraite**

Par arrêté n° 403 du :

24 juillet 1941. — 1<sup>o</sup> — *Milice*. — Le milicien de 2<sup>e</sup> classe Dadjo Blakité, N° Mle M/582 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice, est licencié pour inaptitude physique non imputable au service et rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1<sup>er</sup> août 1941.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 lui sont accordés pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Sont engagés comme miliciens de 2<sup>e</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, les stagiaires dont les noms suivent :

Koffi Charles, stagiaire catégorie B., N° Mle M/644 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Atitso Komlan, stagiaire catégorie B., N° Mle M/630 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Ali Djato, stagiaire catégorie B., N° Mle M/631 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Anayo, stagiaire catégorie B., N° Mle M/634 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Balona, stagiaire catégorie B., N° Mle M/637 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Bigassouké, stagiaire catégorie B., N° Mle M/639 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Bassode, stagiaire catégorie B., N° Mle M/640 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Bata Ouéta, stagiaire catégorie B., N° Mle M/641 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Ewomkpo Kougbénou, stagiaire catégorie B., N° Mle M/642 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Fare Gbati, stagiaire catégorie B., N° Mle M/643 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Katako, stagiaire catégorie B., N° Mle M/646 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Ototé, stagiaire catégorie B., N° Mle M/649 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Moussa Tché, stagiaire catégorie B., N° Mle M/647 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Maouaya, stagiaire catégorie B., N° Mle M/648 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Badjon, stagiaire catégorie B., N° Mle M/635 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Boni, stagiaire catégorie B., N° Mle M/638 BS., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Yakissa, stagiaire catégorie B., N° Mle M/651 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Alikissené, stagiaire catégorie B., N° Mle M/632 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Bake Batoa, stagiaire catégorie B., N° Mle M/636 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Simnogou, stagiaire catégorie B., N° Mle M/650 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Atorou, stagiaire catégorie B., N° Mle M/633 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Kalaoua, stagiaire catégorie B., N° Mle M/645 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Le sergent Togbé Michel, N° Mle M/432 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice, est rengagé pour 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941. Son contrat expirera le 1<sup>er</sup> janvier 1942.

Sont rengagés pour 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, les gradés et miliciens dont les noms suivent :

Kpantanon, sergent-chef, N° Mle M/63 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kritema Yatouti, sergent-chef, N° Mle M/269 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kouabizou, sergent, N° Mle M/371 AC., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Samba Djakité, caporal, N° Mle M/479 BS., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kalifa Mossi, caporal, N° Mle M/542 BS., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Missodé Philippe, caporal, N° Mle M/589 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Mamaïzé Domi, caporal, N° Mle M/255 AS., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Ziébrou, caporal, N° Mle M/280 AC., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Goudjo, caporal, N° Mle M/297 AD., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Amidou, caporal, N° Mle M/484 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Youa, caporal, N° Mle M/478 AD., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Mensah Philippe, caporal, N° Mle M/444 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Taraoré Moussa, caporal, N° Mle M/389 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Niama, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/302 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Tiamou, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/528 AT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Dabla, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/267 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Tchao, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/537 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Yarafi Losso, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/485 AT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kouassi Georges, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/391 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Agandé Pierre, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/333 BD., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Hekpelé Bidamon, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/577 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Nam 11, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/565 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Boukary Sbati, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/575 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kolani Lamboni, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/539 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Namandié Akanto, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/547 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Yoba Pierre, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/576 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Landoga Moni, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/586 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Adonon, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/593 AD., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Fossou, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/445 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kombaty, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/585 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Koto, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/483 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Makamassi Bernard, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/574 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Lansana Kamara, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/541 BS., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Hounzandji Casimir, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/594 AD., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Tibo Yande, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/554 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Kolani Moba, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/543 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Agbogao Bali Bako, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/583 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Koba Bako, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/591 BD., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

Gn Houé, sergent-chef, N<sup>o</sup> Mle M/372 AD., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Essa, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/428 AD., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Lamini Kéba, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/443 BS., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Tiamon, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/475 AT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Kpéra Gounou, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/627 AD., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Kankoua, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/579 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Issaka, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/587 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Sékandé, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/629 AD., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Mamadou Taraoré, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/481 BS., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice.

Massoma Mossi, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/531 BC., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

L'ex-milicien Zalibou Souma, N<sup>o</sup> Mle M/490 BT., est incorporé à la 1<sup>re</sup> compagnie de milice comme milicien de 2<sup>e</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> août 1941.

Sont agréés à la 1<sup>re</sup> compagnie de milice, en qualité de stagiaires, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

#### 1<sup>re</sup> classe stagiaire :

Assogba II, N<sup>o</sup> Mle 769 — (Services militaires accomplis : 3 ans 9 mois 9 jours).

Kiti, N<sup>o</sup> Mle 770 — (Services militaires accomplis : 2 ans 10 mois 16 jours).

#### 2<sup>e</sup> classe stagiaire :

Natayo Alassan, N<sup>o</sup> Mle 771 — (Services militaires accomplis : 1 an 4 mois 2 jours).

#### Stagiaires catégorie A :

Ibrahima, N<sup>o</sup> Mle 772 — (Services militaires accomplis : 5 ans).

Timbila, N<sup>o</sup> Mle 773 — (Services militaires accomplis : 1 an 5 mois 18 jours).

Zougou, N<sup>o</sup> Mle 774 — (Services militaires accomplis : 1 an 4 mois 28 jours).

Banouiabé, N<sup>o</sup> Mle 775 — (Services militaires accomplis : 1 an 3 mois 22 jours).

2<sup>o</sup> — Garde indigène. — Sont licenciés pour inaptitude physique non imputable au service et rayés des contrôles actifs des forces de police pour compter du 1<sup>er</sup> août 1941, les gardes dont les noms suivent :

Tiédré Agoulou, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 731.

Betti, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 446.

et proposés pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n<sup>o</sup> 112 en date du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n<sup>o</sup> 480 en date du 30 août 1934 sont en outre accordés aux intéressés pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Le garde de 2<sup>e</sup> classe Bonnou, N<sup>o</sup> Mle 1187, est licencié pour inaptitude physique non imputable au service et rayé des contrôles actifs des forces de police pour compter du 1<sup>er</sup> août 1941.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n<sup>o</sup> 480 en date du 30 août 1934 lui sont accordés pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Sont rengagés pour 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, les gradés et gardes dont les noms suivent :

Somaïla Safié, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 576.

Sossou Tchobo, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1062.

Moussa Patcha, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 955.

Badi Douti, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 822.

Adegnadjou Boniface, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1160.

Boukary Sama, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 740.

Sodovo Gaston, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1134.

Nayiri, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1095.

Yobi, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1140.

Lakougnouhan I, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1130.

Aoussou Djobo, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 948.

Agba, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1063.

Midamon, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 814.

Gory Konalangué, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 954.

Assima, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 966.

Gnaman, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 676.

Missika, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1022.

Séro, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1049.

Gaffon Tossou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1192.

Arréto, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1083.

Lamboni Komlan, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1207.

Adoko Rigobert, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1138.

Moussa Kandé, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 913.

Cemoi, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 909.

Gnognouto, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1035.

Yacoubi, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1154.

Kassala, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1139.

Koffi, adjudant, N<sup>o</sup> Mle 26.

Boukary II, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 402.

Ounana, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 165.

Korignon, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1131.

Ousmane Taraoré, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 974.

Boukoté N'Dam, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 758.

Yamba, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 699.

Coalani, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 677.

Tabassi Bora, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 773.

Abodji, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 302.

Binatama, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 247.

Samba Koulibali, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1137.

Koudou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1193.

Yayé Moussé, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1114.

Djéri, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1186.

Adam Patcha, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 973.

Yandé, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1153.

Tossa, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1041.

Zinsou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 987.

Dabré, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1006.

Adjéoura Takpa, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 827.

Hogbonouto, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1116.

Adjou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1008.

N'Guissa, adjudant, N<sup>o</sup> Mle 395.

Esso, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1012.

Otoa, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 949.

Abinata, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 354.  
 Nana, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 801.  
 Alfa, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 689.  
 Atchana, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1101.  
 Yada Défalé, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 753.  
 Assimin, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 719.  
 Toi Sondé, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 397.  
 Houndjo Martin, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 885.  
 Dogo I, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1089.  
 Odjo Pierre, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1212.  
 Badja, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 944.  
 Madougou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1134.  
 Kotan, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1194.  
 Ali Tabonan, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1209.  
 Gambila II, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1208.  
 Digbé Koffi, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1201.  
 Gambila I, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1200.  
 Issaka Mossi, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1195.  
 Tomodji, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1183.  
 Tchaou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1128.  
 Damnanga, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1163.  
 Ménapo, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1141.  
 Djamédja, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1072.  
 Nassiguédi, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1078.  
 Kadja Bidéya, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 823.  
 Badéma, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 561.  
 Kondo Sabalé, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1082.  
 Sabi, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 78.  
 Seyni, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1162.  
 Zoto Gaston, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 862.  
 Ali Doussoko, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 802.  
 Kalakassi, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 937.  
 Batordioua, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 580.  
 Nakoutcha, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1176.  
 Issa Gouni, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 893.  
 Djoma, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1172.  
 Dango, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1184.  
 Sambo, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1050.  
 Sakary, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 632.  
 Nassi, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 820.  
 Sibiti, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 900.  
 Bioguédé, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1087.  
 Koatassima, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 352.  
 Dioni, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 978.  
 Baouana, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 351.  
 Zoumarou, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1163.  
 Télou, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1058.  
 Gambaga, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1206.  
 Amidou Mossi, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1180.  
 Hinda Houfon, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1117.  
 Moussa Ali, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1074.  
 Amounou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1148.  
 Békoutaré, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1158.  
 Napala, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 861.  
 Bagnan, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1129.  
 Sossou Emile, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 935.  
 Alaoua, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 625.  
 Tokonéou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1203.  
 Baoré, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1168.  
 Borma, adjudant, N<sup>o</sup> Mle 699.  
 Kouma, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1085.  
 Langbé, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 911.  
 Missiti, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1067.  
 Mamadou II, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1123.  
 Alaoui, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1146.  
 Kamna, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1222.  
 Nam, adjudant-chef, N<sup>o</sup> Mle 396.  
 Kombaté, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 646.  
 Salou Boulala, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1084.

Karimou Taraoré, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 311.  
 Baba Kéita, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 982.  
 Nagou Lamboni, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 924.  
 Kolani, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1204.  
 Mathias, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1162.  
 Aléhoré, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1125.  
 Kagnita, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 679.  
 Boukouzi, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1166.  
 Amadé, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1133.  
 Diatozz, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1122.  
 Alonan, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 892.  
 Bartié Kabouré, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 994.  
 Issifou Boukary, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1185.  
 Tanôga, adjudant-chef, N<sup>o</sup> Mle 392.  
 Kédéssem, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 404.  
 Ahamadah Alphonse, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1175.  
 Mama Ouro, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 991.  
 Missa I, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 775.  
 Zékpa Joseph, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 997.  
 Apéléte Joseph, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 831.  
 Yacouba Katambara, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 950.  
 Fossaga, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 821.  
 Kali Lima, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 971.  
 Kouassi, garde de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 724.  
 Attipoe Ambroise, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1106.  
 Assani Nafiou, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1142.  
 Tchassi Camille, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 977.  
 Gnama, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 926.  
 Gbékpo Théophile, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1188.  
 Azantré, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 928.  
 Signon, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 881.  
 Tiékoura Bougono, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 347.  
 English, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 667.  
 Kérim, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 818.  
 Ollanko Emmanuel, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1113.

Par décision n<sup>o</sup> 534 du :  
 24 juillet 1941. — 1<sup>o</sup> — *Milice*. — Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la milice pour compter du 1<sup>er</sup> août 1941, les miliciens dont les noms suivent :  
 Tagramma, milicien de 2<sup>e</sup> classe N<sup>o</sup> Mle. M/46 AT, de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.  
 Baba, milicien de 2<sup>e</sup> classe N<sup>o</sup> Mle. M/316 BT, de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.  
 Idrissou, 2<sup>e</sup> classe stagiaire N<sup>o</sup> Mle. M/765 AT, de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.  
 Zalibou Souma, milicien 2<sup>e</sup> classe N<sup>o</sup> Mle. M/490 BT, de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice.

2<sup>o</sup> — *Garde indigène*. — Sont admis dans la garde indigène comme gardes de 2<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1941 :  
 Tagramma, N<sup>o</sup> Mle. 1223, ex-milicien 2<sup>e</sup> classe de 1<sup>re</sup> compagnie milice.  
 Baba, N<sup>o</sup> Mle. 1224, ex-milicien 2<sup>e</sup> classe de la 1<sup>re</sup> compagnie milice.  
 Idrissou, N<sup>o</sup> Mle. 1225, ex-milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire de la 1<sup>re</sup> compagnie milice.  
 Zalibou, N<sup>o</sup> Mle. 1226, ex-milicien 2<sup>e</sup> classe de la 1<sup>re</sup> compagnie milice.

Les punitions suivantes sont infligées aux gradés et gardes dont les noms suivent :

*10 jours de prison avec retenue de solde*

Hindé Houffon, garde 2<sup>e</sup> classe Mle. 1117, pour le motif suivant :

« A donné aux détenus une autorisation non réglementaire, permettant ainsi l'évasion de deux détenus ».

Pamai, garde 2<sup>e</sup> classe Mle. 1217, pour le motif ci-dessus.

*10 jours d'arrêt de rigueur avec retenue de solde*

Tchédré, adjudant, N° Mle. 1080, pour le motif suivant :

« Négligence dans l'exécution de sa fonction de chef de poste, a facilité ainsi l'évasion de deux prisonniers ».

*10 jours de prison avec retenue de solde*

Magoudou, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle. 1134, pour le motif suivant :

« A, par défaut de surveillance, laissé s'évader un détenu ».

Koussémou Antoine, garde de 2<sup>e</sup> classe N° Mle. 1179, pour le motif suivant :

« A, par défaut de surveillance, laissé s'évader un détenu ».

Gambila II, garde de 2<sup>e</sup> classe N° Mle. 1208, pour le motif suivant :

« A, par défaut de surveillance, laissé s'évader un détenu ».

Par arrêté n° 407 du :

25 juillet 1941. — Le garde de 2<sup>e</sup> classe Orou Gambari, N° Mle. 1086, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1940.

### Agents auxiliaires

#### Nominations

Par décision n° 513 du :

16 juillet 1941. — L'ex-soldat de 2<sup>e</sup> classe, Vieira Joseph, est engagé en qualité d'agent auxiliaire à titre provisoire, sous réserve de l'accomplissement d'un stage d'une durée minimum de 3 mois et d'une durée maximum de un an.

Son salaire mensuel est fixé à 200 francs.

Par décision n° 540 du :

25 juillet 1941. — Sont engagés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 en qualité d'agents auxiliaires à titre provisoire, sous réserve de l'accomplissement d'un stage d'une durée minimum de trois mois et d'une durée maximum de un an :

Johnson Pacôme à 150 francs par mois.

Ayi Pius à 150 francs par mois.

Akouété Georges à 150 francs par mois.

Koudouwoh Michel à 150 francs par mois.

Par décision n° 543 du :

28 juillet 1941. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire stagiaire de l'enseignement privé :

Adjévi Nicolas, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement de Limoan Lazare, licencié.

Cet agent aura droit au salaire mensuel de 275 frs. dont les 2/3 seront supportés par le Territoire et le 1/3 restant à la charge de la Mission.

Par décision n° 552 du :

31 juillet 1941. — Les agents journaliers dont les noms suivent sont engagés, à titre provisoire et sous réserve d'un stage d'une durée minimum de 3 mois, en qualité d'agents auxiliaires à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 :

Babinasso Blakimé	250
Moevi Samuel	250
Ahoemey Hermann	150
da Silveira Vinolia	125
Wilson Hubert	225
Assogba Gabriel	150
Amoussou Damase	150
Assogba Lougbégnon	150
Dramani Zampaligre	200
Soukoulimpo Oumaté	250
Ahyee Christian	200
Ahossi Dagbo	200
Azouma Diara	400
Gbénéndji Mathias	250
Kindey Arsène	225
Blaise Sallah	275
Charles Wilson	250
Agbo Victor	225
Marcellin Teko	225
Etienne Attikossi	250
Daké Agbégninou	200
Théophile Kada	200
Adablah Eloi	200
Joseph Efi	250
Alfred Folly	175
Kodjovi Kouaovi	150
Adoh Adakoussey	150
Akakpo Badagbo	150
Sayi Sagbénou	175
Attisso Agbelonko	175
André Houlouénou	175
Yassimé Watobahoué	150
Tchangayi Bernard	150
Géraldo Mounirou	175
Togbé François	275
Marcos Dossou	200
Ferdinand Mensah	250
Messanvi Edjossan	250
Gavon Joseph	250
Gbogbo Christian	250
Kpétékpété	200
Medry Sylvestre	500
Ajavon Charles	150
Afangbedji Eustache	500
Newton John	425
Akolly Augustin	250
Denké Juvencio	250
Bruce Claver	325
Awitor Christophe	225
Ayité Bernard	225
Codjovi Jonas	200
de Souza Honoré	200
Morin Alphonse	225
Gaba Emmanuel	200
Akoussah Mathias	300
Mensah Gérard	225
Kodjo Hermann	200
Domla Charles	225
da Silveira Ernest	300
Géguédé Antoine	225

Agboton Barthélemy	350
Kpellé Robert	375
Alassani	275
Noumovi	275
Komlan Aladé	175
Foutromi Martin	150
Saména Benoît	175
Bénédictus Codjo	175
Vitus Ayena	150
Dos Reis Prudence	375
Sallar Emmanuel	325
Kpodar Norbert	300
Zoumaro Takama	200
Ajavon Daniel	450
Attikossi Christian	250
Daboni Louis	225
Aziabou Laurent	250
Viotay Charles	225
Dossou Pierre	225
Moussa Mamadou	250
Goeh Gabriel	300
Barboza William	300
Azanlédji Pierre	150
Gbaguidi Barthélemy	125
Alfred Amegnaglo	125
Bertin Adukonou	550
Pierre Descous	500
Paul Kuévi	200
Charles Nikoué	175
Joachim d'Almeida	175
Salifou Boukari	150
Tekou Jérôme	175
Lassani	175
Mensah Attiogbé	300
Kouami Koffi	300
Follivi	225
Lokkossa	200
Edjossan	175
Houemeno	150
Saïkandé	150
Tossou Louis	150
Awadji Adigo	150
Kouassi Amégnato	150
Mamadou Sissoko	200
Lawson Clément	125
André Togno	200
Anthony Jacques	225
Gbikpi Marie	150
Yacob	225
Brym André	250

### Augmentation de salaire

Par décision n° 549 du :

31 juillet 1941. — Les soldes mensuelles des agents du cadre auxiliaire régi par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 dont les noms suivent, sont portées aux taux ci-dessous pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 :

Houessou Emmanuel	200
Kalipé Hubert	175
Aduayi Joseph	650
Duévi Augustin	325
Géraldo Sadikou	250
Zanouplé Henri	250
Géraldo Sadoulaï	325
Nobimé Célestin	700
Kougbéadjo Hermann	350
Agbeshie Sylvestre	275
Fiadoga Nicolas	250
Apéty Blaise	250

Amoussou Bertrand	225
Ecoueh Benoît	225
Moreira Joseph	250
Oké Augustin	375
Bruce Jérémie	300
Sogodzo Ernest	350
Dadji Noutékpo	275
Tecco Louis	175
Comlan Kaïser	225
Ahoalété Ayivi	250
Koffi Raphaël	325
Tidjani Yekini	175
Saché Paulin	175
Kinvi André	175
Hounzouké Koffi	175
Metho Tassou	175
N'Diagne Omar	175
Gagnon Emile	325
Mikem Michel	400
Eteh Benoît	300
Sitti Ayih	300
Agbo Jean	300
Tiadjeri Saïbou	250
Ayayi Alphonse	325
Odonkor Arnold	325
Nipabi Gustave	325
Dantsé Linus	325
Akakpo Léopold	300
Ama Pierre Ayayi	300
Guémenya Etienne	325
Kpétso Emmanuel	300
Alotsi Sigmund	300
Nyavo Antoine	300
Sokémahou Jean	325
Dadzi Agnès	300
Nicolette Josephine	300
Appoh Christian	300
Agbobidi Pierre	300
Loko Daniel	175
Gnamadon Mathieu	300
Minasseh Pierre	300
Djaguédé Augustin	250
Agbévé Djobokou	200
Pierre Modjo	175
Assogba Djomo	200
Koumako Christoph	175
Kouaovi Kui	175
Titus Eklou	150
Agbodjan Mathilde	150
Tamakloe Lawson	150
Agomessou Véronique	150
Mensah Elisabeth	150
Kodjoba Kouassi	150
Ayivi Vinz Henri	350
Afoh Alassani	175
Djighélou Afidégnon	175
Cadette Jonathan	175
Tessi Léonard	350
Baba Kako	225
Agbodjan Joseph	225
Ogou Afandonougbo	225
Ayivi Kékou	225
Konkadja Sambiani	225
Mahama Langoï	225
Boyode Essolabam	225
Karo Benoît	225
Beguenoum Kambré	225
Assi Robert	225
Koubonou Jean	225
Béao Atchabao	225

Banna Amadou . . . . .	225
Domdi Martin . . . . .	225
de Souza Paul . . . . .	225
de Souza Edmond . . . . .	225
Dadzié Louis . . . . .	225
Adjavon Michel . . . . .	225
Lawson Laté Simon . . . . .	225
Raven Martin . . . . .	225
Viotey Martin . . . . .	225
Adouayi Alexandre . . . . .	225
Akoé Emmanuel . . . . .	225
Amoussou Simon . . . . .	225
Lawson Jean Hellu . . . . .	225
Bucknor Gabriel . . . . .	225
Agamah Godfroy . . . . .	225
Togbey Robert . . . . .	225
Ayawo Alphonse . . . . .	225
Kao Hilaire . . . . .	225
Alindé Casimir . . . . .	225
Adjété Francklin . . . . .	225
Agbavo Otto Hor . . . . .	225
Amedodzie Hermann . . . . .	225
Laison Innocent . . . . .	225
Sodji Sanvi . . . . .	225
Lawson Ezéchiél . . . . .	225
Komlan Edmond . . . . .	225
Abaya René . . . . .	225
Tchalimé Essé . . . . .	200
Banangué Nathan . . . . .	200
Kolassiba Esso . . . . .	175
Tazou Kpati . . . . .	175
Ganin Assanté . . . . .	200
Aguimé Guivémi . . . . .	175
Kagnissim François . . . . .	175
Barandao Guéoua . . . . .	175
Bao Benoît . . . . .	175
Assi Kpélou . . . . .	175
Tchémi Tchambi . . . . .	175
Koutoumé Ali . . . . .	175
Andjao René . . . . .	175
Thom Robert . . . . .	175
Kamina Louis . . . . .	175
Batabo Justin . . . . .	175
Tchédré Boukari . . . . .	175
Tantandja Houédanou . . . . .	175
Amadou Maman . . . . .	175
Kpakpabia Anissa . . . . .	175
Kpakpabia Balanhoué . . . . .	175
Tchao Christian . . . . .	175
Bilaba Albert . . . . .	175
Dembéba Jérôme . . . . .	175
Tchalimé Tchao . . . . .	175
Tagba Tchoro . . . . .	175
Tchabodi Tchasséméli . . . . .	175
Assi Gabriel . . . . .	175
Karamoko China . . . . .	175
Tchabana Adam . . . . .	175
Karim Moumouni . . . . .	175
Boukari Alidou . . . . .	175
Kondoou Gado . . . . .	175
N'Chirifou Baoua . . . . .	175
Kolo Amadou . . . . .	175
Loukoumé Kankéliba . . . . .	175
Abbé Koffi . . . . .	175
Akratchi Minda . . . . .	175
Karmon Daoudou . . . . .	175
Kouakou Atabès . . . . .	175
Maman Aboudou . . . . .	175
Nacobou Lochina . . . . .	175
Nassam Djato . . . . .	175

Adoyi Baoua . . . . .	175
Koriko Tchao . . . . .	175
Ouréya Djato . . . . .	175
Aboko Gouni . . . . .	175
Aboukari Alassani . . . . .	175
Fatouma Oumorou . . . . .	175
Djimbaré Ouaké . . . . .	175
Kounté Mathias . . . . .	175
Aboudoulaye Adamou . . . . .	175
Zakari Moumouni . . . . .	175
Djobo Assoumanou . . . . .	175
Niongbo Tchoro . . . . .	175
Ayewa Tassindja . . . . .	175
Tchakondo Ouréya . . . . .	175
Djakpa Nadjé . . . . .	175
Adotévi Gaston . . . . .	175
Aissa Michel . . . . .	175
Kondo Robert . . . . .	175
Akim Joseph . . . . .	175
Tchazodji Faustin . . . . .	175
Ali Adam . . . . .	175
Kalao Kpélou . . . . .	175
Keyama Albert . . . . .	175
Kounté Djandjagrango . . . . .	175
Koriko Baoua . . . . .	175
Koko Komna . . . . .	175
Kpessou Tobias . . . . .	175
Christophe Tossouké . . . . .	175
Sébastien Moreira . . . . .	175
Faré Tchandikou . . . . .	175
Adam Djobo . . . . .	175
Koko Nayao . . . . .	175
Ahognissé Lucien . . . . .	175
Kondi Nikabou . . . . .	175
Octokoro Koroko . . . . .	175
de Souza Hilaire . . . . .	175
Tchassamala Assemala . . . . .	225
Battah Alexandre . . . . .	300
Afoutou Martin . . . . .	225
Atchikiti Kodjovi . . . . .	300
Tossa Emmanuel . . . . .	300
Napo . . . . .	200
Mensah Clément Ayivi . . . . .	225
Akadi . . . . .	225
Tukada Jean . . . . .	500
Hundjo Paul . . . . .	175
Gbégénéji Guillaume . . . . .	500
Mensah André . . . . .	500
Ayao Amégbélé . . . . .	450
Akakpo Hubert . . . . .	325
Fiassé Jean . . . . .	275
Thomas Tèvi . . . . .	200
Vossah Norbert . . . . .	450
Ajavon Raphaël . . . . .	275
Codjo Alfred . . . . .	225
Zékpa Abraham . . . . .	200
Brahima Djirassouka . . . . .	325
Dégboé Basile . . . . .	225
Otto Joseph . . . . .	300
Akakpo Bernard . . . . .	250
Dossou Jean . . . . .	1.900
Agbobli François . . . . .	200
Johnson Augustin . . . . .	225
Zidor Linus . . . . .	200
Akoussan Albert . . . . .	300
Mensah Vincent . . . . .	275
Adjana Tallé . . . . .	175
Gada Pierre . . . . .	425
Akiko . . . . .	300
Ayivi Pierre . . . . .	300

Lokossou Léon	250
Bakpimi	250
Sipotou Frantz	275
Kodjoba Kossi	150
Maridja Parou	200
Bodassi Hountongbé	225
Messagan Célestin	425
Robert Augustin	350
Messan Augustin	400
Gomez Eusèbe	225
Yola Kamara	200
Assogba Valère	350
Aghey Antoine	300
Ocloo Primus	300
Amouzou André	300
Freitas Emmanuel	300
Mawoussi Antoine	300
Assou Mathias	300
Malm Moïse	300
Foli Frédéric	250
Atiopo Améovo	250
Agbévè Simon	250
Kouaò Joseph	225
Denké Alex	225
Ayéna Sévérin	325
Amouzou Albert	325
Lawson Elias	275
Assou Agbénossi	225
Agbopoati Agbo	225
Soffi Pierre	200
Sahanou Denis	200
Mitokpais Antoine	200
Amouzou John	225
Tibo Simon	225
Akouété Ngblévi	200
Messan Amouzou	200
Akakpo Amétépé	200
Bloukoutou Messan	200
Wotto Bernard	225
Lawson Faustin	200
Guigli Issa	225
Ahouandjinou Antoine	900
Madjri François	225
Ayité Eustache	200
Goussikpè	200
Gbedey Hubert	225
Kpakpo	250
Amévo	200
Sitti Simon	175
Aziadapou Gabriel	175
Akodédjro Lucien	200
Adam Kadiri	350
Sodjati	250
Mamadou	250
Dohou Elie	200
Zoumarou	200
Ben Wodéolé	200
Ségbédji	175
Agbossé	200
Sossou Alphonse	200
Kagni Vitus	200
Amouzou	175
Atissogbé	200
Akouété Faustin	200
Kougnasso	175
Mihami François	225
Atsou Sakpo	275
Folli Jean	175
Kanda	200
Esignamé	175

Kossi	175
Titinkou	200
Azanté Edoh	200
Moïse	200
Djima	200
Andréas	200
Allih Baba	200
Kpodo	175
Somfayi	200
Sossou Médard	225
Djadoo Laurent	200
Koassi Léonard	250
Typamm Paul	250
Ayikoé Andréas	175
Assou	200
Agbétomékpou François	225
Dogbé Augustin	200
Klouvi Justin	225
Toyi	175
Alafia	175
Bikpassé	200
Daniel	200
Akakpo Adeinsi	200
Essotom	200
Bagnissa	200
Atchou	200
Kouami	175
Ayayi Koutodjo	225
Kokou Ambroise	200
Kasségné Théodore	200
Osséni	175
Améganvi	175
Koami	200
Baoli	200
Kouma	200
Agbo	200
Sassou Akouesson	475
Kodjo Alphonse	300
Afagbédji Missadji	450
Mensah Gaston	450
Victor Wilson	250
Stéphan Kagni	225
Folivi Tèco	225
Richard Kanguay	175
Faustin Amétépé	175
Joseph Ayité	250
Yamba	400
Soulé	400
Jean Akoussa	250
Agboka Midjrato	300
Akoussa Dassou	225
Kouké	300
Emile Ayivon	200
Kampo Poro	300
Kadéga	400
Jean d'Almeida	400
Amémoto	300
Madjidou	250
Djombo Tognon	225
Anatole Nicolas	225
Adikadonou	225
Tétiova	225
Azolédji Antonio	225
Ekoué Kodjovi	225
Abani Dabani	200
Sossa	225
Garba	225
Obendjé	225
Ali Franem	225
Ahyié Nathaniel	225

Locco Comlanvi . . . . .	200
Missoh Félix . . . . .	200
Dugbé Jean . . . . .	200
Kpakpo Michel . . . . .	250
Messan . . . . .	225
Lawson Amos . . . . .	375
Assogba Gninofoun . . . . .	225
Mitronougnan . . . . .	375
Daniel Kowo . . . . .	250
Godó . . . . .	225
Edoh . . . . .	225
Folly I . . . . .	225
Sanvi . . . . .	225
Kouassi . . . . .	225
Akakpo Edoh . . . . .	225
Etsé I . . . . .	225
Sossavi . . . . .	225
Azanlessessi . . . . .	250
Fiagbo . . . . .	225
Adigo . . . . .	250
Kouma . . . . .	250
Balo . . . . .	250
Tossou II . . . . .	225
Kpatakli . . . . .	225
Tossou I . . . . .	250
Gbédé . . . . .	225

### Titularisation

Par décision n° 550 du :

31 juillet 1941. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, les agents auxiliaires dont les noms suivent sont titularisés et reclassés comme suit :

Adjallé Michel . . . . .	200
Aniki Alétchao . . . . .	225
Maboudou K. Bernard . . . . .	175
Takato Soboga . . . . .	300
Tèko Ayikoé . . . . .	225
Koura Gandé . . . . .	225
Akakpo Stephan . . . . .	225
Togbé Michel . . . . .	175
Agossavi Thomas . . . . .	200
Kouaovi Gabriel . . . . .	200
Amakoué Gerhard . . . . .	350
Azianblé Agbli . . . . .	375
Comlan Charles . . . . .	275
Tètè Obobou . . . . .	200
Yawovi Lazare . . . . .	200
Toglo Jacob . . . . .	200
Alowoanou Martin . . . . .	225
Afagninou . . . . .	200
Agbo I . . . . .	225
Baoua . . . . .	200
Sani Makoli . . . . .	200
Adénou . . . . .	200
Ouishman . . . . .	200
Kondo . . . . .	225
Ayonklé . . . . .	225
Assan . . . . .	200
Antoine Sagbo . . . . .	200
Garba I . . . . .	200
Djato . . . . .	200
Adama . . . . .	200
Brahima . . . . .	200
Amouzou II . . . . .	200
Andréas Assafo . . . . .	225

Koté . . . . .	200
Koffi . . . . .	200
Andréas Atsou . . . . .	225
Bedjessi . . . . .	200
Zinsè . . . . .	225
Azama Noumohinvi . . . . .	200
Amouzouvi Tonovi . . . . .	200
Koudjodji . . . . .	200
Amouzouvi Houinmi . . . . .	200
Totovi Kouassi . . . . .	200
Amouzou . . . . .	250
Houessouvi Dossou . . . . .	200
Toudji . . . . .	250
Dogbé . . . . .	225
Kakpossa Zouunkpaló . . . . .	200
Tossavi . . . . .	200
Kouévi . . . . .	225
Dogbévi . . . . .	225
Kouassi . . . . .	225
Yawovi . . . . .	200
Adoboévi . . . . .	225
Folokouévi Gbétéhoungo . . . . .	200
Agossou Théodore . . . . .	200
Agbeplepé . . . . .	250
Alihonou Adjanouvi . . . . .	200

Par décision n° 551 du :

31 juillet 1941. — Sont titularisés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 en qualité d'agents auxiliaires, les agents auxiliaires stagiaires dont les noms suivent :

Dogbo Siegfried . . . . .	275
Abbey Léonard . . . . .	200
Dathévi Richard . . . . .	200
Akakpo Emmanuel . . . . .	250
Kalipé Charles . . . . .	100
Zockson Koffi . . . . .	200

### Licenciement

Par décision n° 515 du :

16 juillet 1941. — L'agent auxiliaire Akouété Damien est licencié de son emploi à compter du 23 juin 1941 et rayé du contrôle pour « abandon de poste ».

Par décision n° 524 du :

16 juillet 1941. — L'agent auxiliaire Ambroise, ayant abandonné son poste depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1941, est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour compter de la date susvisée.

Par décision n° 539 du :

25 juillet 1941. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste :

Koudjodji, canotier, pour compter du 23 juin 1941.  
Koukoubo, canotier, pour compter du 30 juin 1941.

Par décision n° 544 du :

28 juillet 1941. — L'agent auxiliaire Koffidjo, est licencié de son emploi à compter du 11 juillet 1941 et rayé du contrôle pour « refus d'obéissance ».

**DIVERS****Adjudication**

Par décision n° 522 du :

16 juillet 1941. — Est délégué, à la commission de l'adjudication devant avoir lieu le 23 juillet 1941, le droit de déclarer elle-même, définitifs, les résultats de l'adjudication.

**Bourse scolaire**

Par arrêté n° 411 du :

28 juillet 1941. — Une bourse pour frais d'entretien est accordée à M. Jumini Frédéric, élève au Lycée Faidherbe durant tout son séjour de vacances scolaires au Sénégal.

Cette bourse sera payable mensuellement par l'administration locale du Sénégal au moyen d'ordres de paiement émis sur les provisions constituées par le territoire du Togo.

Ces ordres de paiement seront émis au nom de l'élève ou de toute autre personne qui se chargera de son entretien.

Les taux de cette bourse sont fixés comme suit :

1<sup>o</sup> — 17 frs. par jour pour la période du 8 juillet au dernier octobre 1940;

2<sup>o</sup> — 25 frs. par jour pour tout le reste du séjour de cet élève au Sénégal.

Les taux ci-dessus indiqués pourront éventuellement être augmentés au cas où cet élève prendrait ses repas dans un restaurant ou dans un établissement commercial.

Par décision n° 546 du :

29 juillet 1941. — Pour la période des grandes vacances scolaires un complément de bourses de mille francs est accordé à M.M. Amorin César et Franklin Robert, élève au Lycée de Dakar et bénéficiaires d'une bourse accordée par décision n° 556 du 30 septembre 1940.

**Chef de canton**

Par arrêté n° 410 du :

28 juillet 1941. — Est révoqué de ses fonctions le nommé Nam Tchougli, chef du canton de Nakitin-di-Laré (subdivision autonome de Sansané-Mango).

**Concours**

Par décision n° 542 du :

28 juillet 1941. — Une commission composée de :

M. Toqué, contrôleur de 1<sup>re</sup> classe, chef du service des douanes *Président*

M.M. Milléliri, adjoint principal des services civils des colonies, *Membres*

Astier, brigadier de 1<sup>re</sup> classe,

se réunira dans les bureaux du service des douanes, le 29 juillet 1941, en vue de faire subir l'examen pour l'emploi de gardes-frontières.

**Cotes irrécouvrables**

Par arrêté n° 375 du :

16 juillet 1941. — Sont admises en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes ci-après :

**EXERCICE 1938 :**

*Tsévié* : — Rôle n° 35 art. 72 impôt personnel indigène . . . . . 125,—

Rachat des prestations indigènes . . . . . 25,—

Total . . . . . 150,—

**EXERCICE 1939 :**

*Tsévié* : — Rôle n° 110 bis art. 1 impôt personnel européen . . . . . 288,50  
Rachat des prestations . . . . . 40,—  
Total . . . . . 328,50

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces cotes irrécouvrables en réduction de ses prises en charge.

**Ecole européenne de Lomé****Cartificat d'études primaires élémentaires****SESSION DE 1941**

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite :

1<sup>er</sup> — Venault (Louis, Laurent, Marie);

2<sup>e</sup> — de Guise (Gérard, Léon).

**Fête de l'enfance**

Par décision n° 548 du :

31 juillet 1941. — Un comité est constitué en vue d'établir le programme des manifestations qui seront organisées un dimanche de la deuxième quinzaine du mois d'août 1941, en l'honneur de l'Enfance Togolaise.

Ce comité sera également chargé de répartir les récompenses qui seront prévues à cette occasion.

Ce comité est composé de la façon suivante :

M. l'inspecteur des affaires administratives, *Président*  
Mgr. Cessou, Vicaire Apostolique de Lomé, ou son représentant,

M.M. le Pasteur Faure, directeur de la mission évangélique ou son représentant,

le Médecin chef du service de santé du Togo,

l'Administrateur-Maire de la Commune-mixte de Lomé,

le Président de la chambre de commerce,

le Commandant d'armes de la place de Lomé, ou son représentant,

le Chef du service des T. P.,

le Chef du bureau des finances,

le médecin-capitaine Lagardère,

l'Inspecteur de l'enseignement,

Mme de Saint-Alary, présidente du comité local de la Croix-Rouge,

Mme Baeta, présidente de l'Œuvre des Mères Togolaises,

M. Tamakloé, président du conseil des notables de Lomé.

M. le médecin-capitaine Lagardère, remplira en même temps les fonctions de *Secrétaire*.

Le comité se réunira sur la convocation de son président.

**Frais d'hébergement**

Par décision n° 530 du :

21 juillet 1941. — Est autorisé jusqu'à concurrence de quatre cent quatre vingt quinze francs (495 frs.) le règlement des frais d'hébergement et de nourriture de la famille Kanyi Wendelinus Amouzou lors de son rapatriement pour le Togo.

**Frais funéraires**

Par décision n° 537 du :

25 juillet 1941. — Est accordée au nommé Da Costa Etienne, domicilié à Lomé, la somme de quatre cents francs (400 frs.) au titre de remboursement des frais funéraires supportés par lui à l'occasion du décès de son cousin, François Mensah II, chef-mécanicien du chemin de fer, survenu à Lomé le 4 avril 1941.

**Licences**

Par arrêté n° 412 du :

31 juillet 1941. — Sont accordées pour l'année 1941 les autorisations supplémentaires de licences ci-après :

**CERCLE D'ANÉCHO***Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

Lawson André . . . . . 1 à Anécho

**CERCLE DU CENTRE***Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

Bakar Charles . . . . . 1 à Palimé  
Fumey Hermann . . . . . 1 à Atakpamé

**Métis**

Par décision n° 538 du :

25 juillet 1941. — Pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1941, est ramené de 1 franc à 0 fr., 50 le taux journalier de l'allocation attribuée à la métisse Suzanne Ayabavi (âgée de 6 ans) portée sur la décision n° 38 du 16 janvier 1941 comme fréquentant l'institution Notre Dame des Apôtres d'Anécho, alors qu'elle a été retirée de cet établissement en juin 1941.

La nommée Adjoua Affo, mère de la bénéficiaire, domiciliée à Anécho, est habilitée à percevoir le montant de l'allocation.

**Mise en débet**

Par arrêté n° 413 du :

31 juillet 1941. — Le chef de village Solessodji, est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme de cinq mille cinquante quatre francs cinquante centimes (5.054 francs 50 centimes).

**Plan d'équipement national**

Par décision n° 525 du :

18 juillet 1941. — Une commission, dont la composition est fixée comme suit, se réunira sur la convocation de son président en vue d'établir les propositions pour l'élaboration du programme d'équipement du Territoire dans les conditions prévues par le T. O. n° C. 235 en date du 10 juillet 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, *Président*  
M.M. Le chef du bureau des affaires politi-

ques et administratives,

Le chef du bureau des finances,

Le chef du bureau des affaires économiques,

Le médecin-lieutenant-colonel, chef du service de santé,

Le chef du service des travaux publics, directeur du réseau des chemins de fer,

L'inspecteur de l'agriculture,

L'inspecteur de l'enseignement,

*Membres*

M. Fay, élève-administrateur des colonies, en service au bureau des affaires économiques.

*Secrétaire.*

**Remboursement**

Par décision n° 514 du :

16 juillet 1941. — Est autorisé le remboursement d'une somme de mille cinq cent vingt six francs (1.526 frs.) indûment versée au trésor de Lomé par M. Maillet Jean, adjoint principal des services civils, suivant récépissé n° 119 du 11 avril 1941.

**Résiliation de marchés**

Par arrêté n° 378 du :

16 juillet 1941. — Est annulé de plein droit le marché n° 4 du 2 décembre 1939 passé entre l'administration locale et l'UNITED AFRICA COMPANY LIMITED pour fourniture de quatre décorctiqueurs à café.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

Par arrêté n° 401 du :

22 juillet 1941. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 1941 des cotisations de la S. I. P. de Sansané-Mango arrêté à la somme de CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE HUIT FRANCS (5.868 francs).

Par arrêté n° 402 du :

22 juillet 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs (exercice 1941) des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé et d'Atakpamé dont le détail suit :

*Lomé* : SOIXANTE SEPT MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGTS FRANCS (67.880 francs);

*Atakpamé* : CENT NEUF MILLE SOIXANTE DEUX FRANCS (109.062 francs).

**Surveillance des prix**

(Séance des 26 juin et 15 juillet 1941)

**MAISON U. A. C.**

*Pétrole* — Le litre . . . . . 5,50

**Cie. F. A. O.**

*Farine lactée « Nestlé »* — La boîte de 365 gr. . 13,00  
*Lait Guigoz en poudre* — la boîte de 500 gr. . 39,50  
*Lait Mont Blanc non sucré* — la boîte de 450 gr. 9,00

**S. C. O. A.**

*Pneus pour autos, 32×6* — la pièce . . . 2.685,00  
*Pneus pour autos, 16×45* — la pièce . . . 1.225,00  
*Pneus pour autos, 170×16* — la pièce . . . 1.300,00  
*Chambres à air, 32×6* — la pièce . . . 220,00  
*Chambres à air, 16×45* — la pièce . . . 130,00  
*Chambres à air, 170×16* — la pièce . . . 160,00  
*Pneus pour vélos, 650 B* — la pièce . . . 42,50  
*Chambres à air pour bicyclettes* — la pièce . 17,00  
*Pompes pour bicyclette* — la pièce . . . 15,00  
*Pipes en bruyère, n° 304* — la douzaine . . 70,00  
*Pipes en bruyère, — la pièce* . . . 6,00  
*Pipes en bruyère, n° 305* — la douzaine . . 65,00  
*Pipes en bruyère* — la pièce . . . 5,50

	Frs.
<i>Parapluies « Revel » — la pièce</i>	56,50
<i>Mouchoirs rayonnés — la pièce</i>	20,00
<i>Mouchoirs rayonnés — la pièce</i>	25,00
<i>Papier de verre — la pièce</i>	0,75
<i>Bouchon de liège pour bouteilles — le cent</i>	10,00
<i>Insecticide « Occi-Fly » — le bidon de 1 litre.</i>	56,50
<i>Quintonine — le flacon</i>	9,00
<i>Eau de Cologne « Bouquet d'Or » :</i>	
la bouteille de 1 litre.	88,50
<i>Eau de Cologne « Bouquet d'Or » :</i>	
la bouteille de $\frac{1}{2}$ litre	50,00
<i>Cigarettes « Monogrammes » — la cartouche.</i>	44,00
<i>Cigarettes « Monogrammes » — le paquet</i>	2,25
<i>Café « Arabica » — le kilo</i>	11,00
<i>Café « Niaouli » — le kilo</i>	10,00
<i>Lait concentré sucré « Nestlé » — la boîte</i>	14,50
<i>Lait concentré non sucré « Mont Blanc » :</i>	
la boîte	10,25
<i>Farine lactée « Nestlé » — la boîte</i>	14,25
<i>Sucre — le pain de 1 kilo et <math>\frac{1}{2}</math></i>	15,50
<i>Sucre — le paquet de 1 kilo</i>	10,75
<i>Sucre granulé — le kilo</i>	9,25
<i>Sel fin — le kilo</i>	2,00
<i>Farine marocaine — le kilo</i>	6,00
<i>Vinaigre de vin 7° « Dessaux » :</i>	
la boîte de 95 à 100 cl.	11,50
<i>Vin rouge d'Algérie — le litre</i>	6,50
<i>Vin rouge « Moulin à vent » — la bouteille</i>	34,00
<i>Vins de liqueur « Melior, Colisée, Marignan, Torino » — la bouteille de 95 cl.</i>	35,00
<i>Vins de liqueur « Quina Rose, Cap Corse, Turin Dore, Rossana Blanc, Rossana Rouge, Muscat, Aropa »</i>	
la bouteille de 95 cl.	24,00
<i>Byrrh « Violet » — la bouteille</i>	31,50
<i>Huile d'arachide — la bouteille de 70 à 75 cl.</i>	11,00
<i>Huile d'arachide — la bouteille de 95 à 100 cl.</i>	15,50

**MAISON R. EYCHENNE**

<i>Cigarettes « Nationales » — la cartouche.</i>	55,00
<i>Cigarettes « Nationales » — le paquet</i>	2,35
<i>Vin rouge supérieur d'Algérie — le litre</i>	7,40
<i>Vin rouge supérieur d'Algérie — la bouteille.</i>	5,75
<i>Quintessence de Rose (70°) — la douz. de fl.</i>	37,00
<i>Alcool de menthe (86°) — le flacon,</i>	
en étui de bois.	12,00
<i>Bleu « Caïma » — le paquet de 50 sachets</i>	32,00
<i>Tisane des Chartreux de Durbon :</i>	
le flacon.	22,75

*Séances des 21 et 23 juillet 1941***MAISON G. B. OLLIVANT**

<i>Eau Perrier — la bouteille</i>	7,50
<i>Vin mousseux « Amiot » — la bouteille</i>	30,00
<i>Aspirine du Rhône — la boîte</i>	4,00
<i>Grains « Le Paysan » — le sachet</i>	2,50

**MAISON R. EYCHENNE**

<i>Allumettes « Le Jockey » — le paquet</i>	5,50
<i>Allumettes « Le Jockey » — la boîte</i>	0,60

*Séance de 29 juillet 1941***MAISON U. A. O.**

	Frs.
<i>Riz Saïgon — le kilo</i>	4,60
<i>Crey-Bast — la pièce de 12 yards</i>	219,80
<i>Mouchoirs Madras — la pièce</i>	67,50
<i>Chambres à air pour vélos — la pièce</i>	14,55
<i>Eau minérale « Vichy Célestin » — la bouteille</i>	8,15
<i>Lait concentré sucré « Nestlé » — la boîte, de</i>	
400 grammes	14,25
<i>Lait concentré non sucré « Mont Blanc »</i>	
la boîte de 450 grammes.	10,00
<i>Sardines « Maroc Club » — la boîte</i>	6,85
<i>Sardines « Queen Mary » — la boîte</i>	7,15
<i>Cigarettes « Job » — le paquet</i>	2,30
<i>Cigarettes « Nationales » — la cartouche</i>	50,00
<i>Cigarettes « Nationales » — le paquet</i>	2,25

**Textes publiés à titre d'information****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Décret du 15 mai 1941 relatif aux servitudes de visibilité en Afrique occidentale française**

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Afrique occidentale française;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — En Afrique occidentale française, les propriétés riveraines ou voisines des voies publiques, à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommodes pour la circulation publique peuvent être frappées de servitudes destinées à assurer une meilleure visibilité.

ART. 2. — Les servitudes de visibilité comporteront, suivant le cas :

1<sup>o</sup> — L'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal au niveau qui sera fixé par le plan de dégagement prévu à l'article 3 ci-après;

2<sup>o</sup> — L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau qui sera fixé par le plan de dégagement;

3<sup>o</sup> — Le droit pour l'administration d'opérer la résection des talus, remblais et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

ART. 3. — Un plan de dégagement déterminera, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exerceront des servitudes de visibilité et définira la nature de ces servitudes.

Ce plan sera soumis à une enquête et approuvé dans les formes prescrites pour les plans d'alignement.

Notification de cette approbation sera faite aux propriétaires intéressés et l'exercice des servitudes commencera à courir à la date de cette notification,

ART. 4. — L'établissement de servitudes de visibilité ouvrira au profit du propriétaire droit à une indemnité compensatrice du dommage direct, matériel et certain en résultant.

Cette indemnité sera, à défaut d'entente amiable, fixée sauf recours au conseil du contentieux administratif, par une commission arbitrale de trois membres, dont un sera désigné par le gouverneur, un autre par le propriétaire et le troisième par les deux premiers d'un commun accord.

Dans le cas où le propriétaire n'aurait pas désigné son arbitre dans un délai de trois mois et dans le cas où l'accord ne se produirait pas pour le choix du troisième arbitre, ces désignations seront faites par le président du tribunal siégeant au chef-lieu de la colonie.

ART. 5. — Toute infraction aux dispositions du présent décret et aux arrêtés pris pour son application sera sanctionnée conformément à l'article 8 du décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française.

ART. 6. — Les dispositions du présent décret sont également applicables à la diligence de l'administration intéressée aux propriétés riveraines ou voisines d'un croisement à niveau, non muni de barrières, d'une voie publique et d'une voie ferrée.

ART. 7. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 15 mai 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Note sur la situation militaire

Les jeunes gens français, nés en 1920, qui se trouvent actuellement en A. O. F., sont invités à se présenter au bureau de recrutement de Dakar, aux commandants d'armes ou aux commandants de brigade de gendarmerie les plus proches, afin de faire vérifier leur situation militaire.

Dakar, le 10 juillet 1941.

Pour le Haut-Commissaire de l'Afrique française p. o. :

*Le chef de bataillon Guelfucci,  
chef du cabinet militaire,*  
GUELFUCCI.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de concours

Un concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer (section spéciale de la magistrature coloniale) aura lieu à Paris dans la seconde quinzaine du mois d'octobre 1941.

Le nombre des élèves à admettre a été fixé à 62 pour la sous-section indochinoise, 4 pour la sous-section africaine et malgache.

Ce concours est ouvert aux licenciés en droit nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1913 et le 31 octobre 1921.

Les candidats devront faire parvenir au secrétariat d'Etat aux colonies (inspection-conseil de l'instruction publique à Vichy) avant le 1<sup>er</sup> août, une demande sur papier timbré accompagnée des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> — Un extrait de l'acte de naissance sur papier timbré;

2<sup>o</sup> — Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date;

3<sup>o</sup> — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de 3 mois de date;

4<sup>o</sup> — Un certificat constatant l'aptitude au service colonial; ce certificat est délivré :

A Marseille, par le conseil de santé institué près du service colonial;

Dans les autres villes de France, par l'autorité médicale militaire;

Aux colonies, par le service de santé de la colonie;

5<sup>o</sup> — Une copie de leur diplôme de licencié en droit;

6<sup>o</sup> — Une déclaration concernant la nationalité et ainsi rédigée :

« Je soussigné X . . . . . né le . . . . .  
à . . . . . déclare sur l'honneur être français à  
titre originaire comme étant né de X . . . . .  
né le . . . . . à . . . . . lui-même citoyen  
français »;

7<sup>o</sup> — Une déclaration concernant la position des candidats à l'égard des associations secrètes, et ainsi libellée :

« Je soussigné X . . . . . né le . . . . .  
à . . . . . déclare sur l'honneur n'avoir jamais  
appartenu ou « ne plus appartenir » à l'une des  
organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du  
13 août 1940, portant interdiction des associations  
secrètes. Je prends l'engagement d'honneur de ne  
jamais adhérer à une telle organisation au cas où  
elle viendrait à se reconstituer »;

8<sup>o</sup> — Une déclaration concernant la situation personnelle des candidats, considérée sous l'angle de la race. Les candidats voudront bien :

a) Déclarer qu'ils ne sont pas (ou qu'ils sont) de race juive, telle qu'elle est définie à l'article premier de la loi du 3 octobre 1940;

b) Indiquer les noms et tous les prénoms de leurs grands-parents paternels et maternels, la religion pratiquée par eux, et, pour ceux d'entre eux qui seraient décédés, l'indication du cimetière où ils ont été inhumés;

c) Indiquer le nom de famille et les prénoms de leurs conjoints et sa religion;

d) Prouver, s'ils sont de race juive et s'ils revendiquent l'application des dispositions d'exception inscrites à l'article 3 de la loi du 3 octobre 1940 qu'ils ont été cités à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940 ou qu'ils sont décorés de la Légion d'Honneur à titre militaire ou de la Médaille militaire.

Les candidats qui, en raison des circonstances, seront dans l'impossibilité de fournir certaines pièces énumérées ci-dessus devront indiquer les lieux où le secrétaire d'Etat pourra en prendre connaissance.

**DOMAINES****SERVICE DE LA CURATELLE**  
**aux successions et biens vacants****ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LOMÉ***N° 40 du sommier de consistance*

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession présumée vacante de :

CURTAT CADET Paul Joseph

Commerçant né le 20 avril 1892 à Annecy  
(Haute-Savoie) domicilié à Palimé,

décédé à l'hôpital de Lomé le 12 juillet 1941.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de l'arrondissement judiciaire de Lomé soussigné.

Les créanciers de la succession sont invités à produire leurs titres au curateur.

A Lomé, le 15 juillet 1941.

*Le curateur,*  
BERLIE.

**Avis de demande d'immatriculation***au livre foncier du Territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1173, déposée le 29 juillet 1941 le sieur Ga Adavu, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Yopé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu, dont une partie est affectée à l'usage d'un cimetière et l'autre partie inculte d'une contenance totale de 1 hectare 08 ares 60 centiares situé à Yopé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Dahoun, à l'est par terrain au requérant, au sud par la route de Zolo à Kévé, à l'ouest par terrain à Loga.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1174, déposée le 29 juillet 1941 le sieur Biam Ahliya, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tsiviépé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu complanté de quelques arbres de brousse, et sur lequel sont édifiés plusieurs bâtiments à l'usage du culte et des écoles et appartenant à la Mission Evangélique d'une contenance totale de 1 hectare 32 ares 43 centiares situé à Tsiviépé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par route de Zolo à Kévé, à l'est par terrain au chef Agbalenyon, au sud par terrains à Agboka, Tonougbevi et Glougoudou, à l'ouest par le chemin circulaire du village de Tsiviépé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1175, déposée le 30 juillet 1941 le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de représentant du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 2 hectares 83 ares 19 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, cercle d'Anécho et borné au nord par la route d'Anécho à Zébé, à l'est par terrain aux héritiers Kuévidjen et le cimetière indigène, au sud par le cimetière administratif, à l'ouest par terrain aux héritiers Kuévidjen.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'administration du territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
BERLIE.

**NECROLOGIE**

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de France au Togo, a le regret de faire part du décès, survenu à l'hôpital de Lomé le 16 juillet 1941, de MENSAN Kougbo, agent auxiliaire d'administration du Togo.